



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC.

QUEBEC, SAMEDI 14 MAI 1887.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1449

#### Nominations.

##### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 7 mai 1887.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, de nommer le capitaine Henry Bruce Mayer Carvick, de l'Île d'Anticosti, juge de paix, sous l'autorité du chapitre 101 des Statuts Refondus du Canada, avec juridiction sur cette partie de la province de Québec, comprise dans les limites du comté de Saguenay, et déclarée partie reculée de la dite province.

1673

#### Proclamation.

CANADA,  
PROVINCE DE  
QUEBEC.

L. R. MASSON.

[L. S.]  
VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

HONORÉ MERCIER, } ATTENDU que le désir de  
Sec. Gén. } la population de Notre

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 14th MAY, 1887.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1450

#### Appointments

##### SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 7th May, 1887.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased to appoint captain Henry Bruce Mayer Carvick, of the Island of Anticosti, justice of the peace, with jurisdiction over that part of the Province of Quebec, comprised within the limits of the county of Saguenay, declared to be a remote part of the said Province, under authority of chapter 101 of the Consolidated Statutes of Canada.

1674

#### Proclamation.

Canada,  
Province of  
Quebec.

L. R. MASSON.

[L. S.]  
VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

HONORÉ MERCIER, } WHEREAS it is the desire  
Atty. Genl. } of the people of Our

Province de Québec est de manifester son profond attachement pour Nous, à l'occasion du cinquantième anniversaire de Notre avènement au Trône, et sa reconnaissance pour la prospérité dont elle a joui, avec la grâce du Dieu Tout-Puissant, pendant Notre heureux règne ;

A CES CAUSES, afin de donner effet à ce loyal désir, et considérant que ces bienfaits méritent une reconnaissance publique, Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre Province de Québec, de fixer, et par les présentes Nous fixons, MARDI, le VINGT ET UNIEME jour du mois de JUIN prochain, comme jour d'action de grâces et de réjouissances ; Et Nous invitons tous Nos affectueux sujets de Notre Province de Québec, à observer le dit jour comme jour d'actions de grâces et de réjouissances générales.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIEME jour de MAI dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept, et de Notre Règne la cinquantième.

Par ordre,

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Secrétaire.

1675

## Avis du Gouvernement.

### CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 7 mai 1887.

PRESENT :—Le Lieutenant-Gouverneur  
En Conseil :

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Sainte-Anne de Bellevue, dans le comté de Jacques-Cartier, le dix-sept de janvier dernier, a fait voir à son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, qui doit être faite en vertu du code municipal de la Province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité ; et attendu que les formalités requises par la loi ont été observées :

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Sainte-Anne de Bellevue, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la Province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

(Signé,) GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du Code Municipal.

PH. J. JOLICŒUR,  
Assistant-Secrétaire.

Bureau du Secrétaire,  
Québec, 10 mai 1887.

1679

Province of Quebec to manifest their attachment to us on the occasion of the fiftieth anniversary of Our accession to the Throne, and the gratitude for the prosperity that it has engaged, under the blessing of Almighty God, during Our happy reign.

NOW KNOW YE, that in order to give effect to this loyal desire, and considering that these blessings deserve a public acknowledgment, We have judged it fit, by and with the advise of the Executive Council of Our Province of Quebec, to appoint, and We do by these presents, appoint TUESDAY, the TWENTY FIRST day of the month of JUNE next, as a day of Public Thanksgiving and rejoicing ; And We invite all Our loving subjects throughout Our Province of Quebec, to observe the said day as a day of Public Thanksgiving and general rejoicing.

Of all which our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, member of Our Private Council for Canada.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty seven, and in the fiftieth year of Our Reign.

By command,

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Secretary.

1676

## Government Notices

### EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 7th May, 1887.

PRESENT :—The Lieutenant Governor  
In Council :

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Sainte Anne de Bellevue, in the county of Jacques-Cartier, on the seventeenth day of January last, it hath been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality; and whereas the formalities required by law have been observed :

It is ordered, that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Sainte Anne de Bellevue, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

(Signed,) GUSTAVE GRENIER,  
C. E. C.

Published in pursuance to the art. 244 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

PH. J. JOLICŒUR,  
Assistant Secretary

Secretary Office,  
Québec, 10th May, 1887.

1680

## CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 7 mai 1887.

PRESENT:—Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Constant, dans le comté de Laprairie, le sept février dernier, a fait voir à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, qui doit être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité; et attendu que les formalités de la loi ont été observées.

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de Saint-Constant, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

(Signé,) GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal.

PH. J. JOLICŒUR,  
Assistant-Secrétaire.

Bureau du Secrétaire.  
Québec, 10 mai 1887. 1677

No. 469-87.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS.

Demande d'annexion en vertu de la sect. 5 du chap. 6 de 41 Vic.

Détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Anastasia de Nelson, comté de Mégantic, les lots depuis 1 à 6 inclusivement, des neuvième et dixième rangs de la dite municipalité pour les annexer à la municipalité de Sainte-Agathe, No. 2, comté de Lotbinière, pour les fins scolaires. 1668

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj. 5512.

*Ditchfield.*

Lot 17, dans le 4e rang, à Fred. Wischoit.

Lot 18, dans le 4e rang, à William Kaiser.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 10 mai 1887.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de*

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 7th May, 1887.

PRESENT:—The Lieutenant Governor in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint Constant, in the county of Laprairie, on the seventh day of February last, it hath been shewn to the Lieutenant Governor, that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality; and whereas the formalities required by law have been observed.

It is ordered, that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint Constant, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

(Signed,) GUSTAVE GRENIER,  
C. E. C.

Published in pursuance to article 244 of the Municipal Code of the province of Quebec.

PH. J. JOLICŒUR,  
Assistant Secretary.

Secretary's Office,  
Quebec, 10th May, 1887. 1678

No. 469-87.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE.

Application for annexion in virtue of section 5, chapter 6, Victoria 41.

To detach from the school municipality of Sainte Anastasia de Nelson, county of Mégantic, the lots from 1 to 6 inclusively, of the ninth and tenth ranges of the said municipality to annex them to the municipality of Sainte Agathe, No. 2, county of Lotbinière, for school purposes. 1668

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list.

Adj 5512.

*Ditchfield.*

Lot 17, in 4th range, to Fred. Wischoit.

Lot 18, in 4th range, to William Kaiser.

E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,  
Quebec, 10th May, 1887.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the commissioner of Crown

Québec, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

*Canton Tremblay.*

(6e rang.)

Lot No. 23, à C. A. Chaperon.  
Lot No. 24, à C. C. A. Dubois.  
Lot No. 26, à Ths. Blackburn.  
Lot No. 27, à Eug. Blackburn.

(7e rang.)

Lot No. 62, à Johnny Tremblay.

*Canton Bagot.*

(1er rang.)

$\frac{1}{2}$  N. E. du lot No. 8, à Abel Gagnon.  
 $\frac{1}{2}$  S. O. du lot No. 8, à Elzéard Bédard.

*Canton Caron*

(7e rang.)

Lots Nos. 45 et 46, à R. G. Charleton.

*Canton Simard.*

(4e rang.)

Lot No. 33, à l'Honble. D. E. Price.

*Canton Labarre.*

(2e rang Ouest.)

Lot No. 1, à Louis Hudon.

*Canton Delisle (Alma)*

(1er rang.)

Lot No. 25, à Adèle Lavoie.

*Canton Chicoutimi.*

(6e rang S. O.)

$\frac{1}{2}$  N. E. du lot No. 15, à Ignace Gagné.  
 $\frac{1}{2}$  S. O. du lot No. 15, à Didier Harvey.

*Canton Mesy.*

(3e rang Est.)

Lot No. 1, à Cyprien Gagnon, fils.  
Lots Nos. 2 & 3, à Simon Ross.  
Lots Nos. 4 & 5, à François Labbé.  
Lots Nos. 6 & 7, à Abraham Gagnon.  
Lot No. 8, à G. H. Forrest.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire.

Québec, 12 mai 1887.

1681

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres de la Couronne.*

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj. 5508.

*Garthby.*

Lot 6, dans le 3ème rang, à Geo. Vallée.

E. E. TACHÉ,

Assist. Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,

Québec, 5 mai 1887.

1655 2

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres de la Couronne.*

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de*

Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

*Township Tremblay.*

(6th range.)

Lot No. 23, to C. A. Chaperon.  
Lot No. 24, to C. C. A. Dubois.  
Lot No. 26, to Ths. Blackburn.  
Lot No. 27, to Eug. Blackburn.

(7th range.)

Lot No. 62, to Johnny Tremblay.

*Township Bagot.*

(1st range)

N. E.  $\frac{1}{2}$  of lot No. 8, to Abel Gagnon.  
S. W.  $\frac{1}{2}$  of lot No. 8, to Elzéard Bédard.

*Township Caron.*

(7th range.)

Lots Nos. 45 and 46, to R. G. Charleton.

*Township Simard.*

(4th range.)

Lot No. 33, to Honble. D. E. Price.

*Township Labarre.*

(2nd range West.)

Lot No. 1, to Louis Hudon.

*Township Delisle (Alma.)*

(1st range.)

Lot No. 25, to Adèle Lavoie.

*Township Chicoutimi.*

(6th range S. W.)

N. E.  $\frac{1}{2}$  of lot No. 15, to Ignace Gagné.  
S. W.  $\frac{1}{2}$  of lot No. 15, to Didier Harvey.

*Township Mesy.*

(3rd range East.)

Lot No. 1, to Cyprien Gagnon, Son.  
Lots Nos. 2 & 3, to Simon Ross.  
Lots Nos. 4 & 5, to François Labbé.  
Lots Nos. 6 & 7, to Abraham Gagnon.  
Lot No. 8, to G. H. Forrest.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire.

Quebec, 12th May 1887.

1682

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Crown Lands.*

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 5508.

*Garthby.*

Lot 6, in 3rd range, to Geo. Vallée.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissioner

Department of Crown Lands,

Quebec, 5th May, 1887.

1666

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Crown Lands.*

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, that, 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the Commissioner of

Québec, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :  
Adj. 5506.

Portland Est.

Le 1/2 Est du lot 10, dans le 2ème rang, à Thos. C. Higginson.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne. 1597 2  
Québec, 2 mai 1887.

Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list.

Adj. 5506.

Portland East.

E. 1/2 lot 10, in 2nd range, to Thos. C. Higginson.

E. E. TACHE  
Assist.-Commissioner.

Department of Crown Lands, 1598  
Quebec, 2nd May, 1887.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société: ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment, les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for an object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars,

des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doivent être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 200 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

BOUCEER DE BOUCHERVILLE,  
1613 G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills Privés.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passage, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans un district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clô-

immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,  
1614 G. C. I.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition for any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporations, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either or such newspapers in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next

ture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 500 exemplaires en français et 350 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante cents par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$100 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

L. DELORME,

15

Greffier de l'Assemblée Législative

## Demandes au Parlement.

Avis est par le présent donné qu'un bill sera présenté à la Législature de Québec, à sa présente session, pour amender l'acte de cette Province, 45 Vict., cap. 85, intitulé: "Acte pour incorporer le Credit Mobilier et Agricole de Québec," et pour faciliter l'émission des actions de la dite Compagnie.

Québec, 15 avril 1887.

1437 5

proceeding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or viers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the english or french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in english and 500 copies in French, and also \$2 per page of printed matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$100, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. DELORME,

16

Clerk of the Legislative Assembly.

## Applications to Parliament.

Notice is hereby given that a Bill will be presented to the Legislature of Quebec, during its present session, to amend the Act of this Province, 45 Vict., cap. 85, entitled, "An Act to incorporate the Credit Mobilier et Agricole de Québec," and to facilitate the emission of the shares of the said Company.

Québec, 15th April, 1887.

1433

## Avis Divers.

Canada,  
Province de Québec. }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No. 6.

*Statuts Révisés du Canada, chapitre 9.*

L'ACTE DES ELECTIONS FEDERALES  
CONTESTEES.

*La Requête d'Élection dans le District Electoral  
de Richmond et Wolfe.*

William Bullock Ives, Pétitionnaire ;  
et  
James Naismith Greenshields, Défendeur.

Avis public est par les présentes donné, que le vingt-sixième jour d'avril dernier, j'ai reçu en ma qualité d'officier rapporteur pour le dit district électoral, une vraie copie d'une requête d'élection filée en cette cause, le dix-huitième jour d'avril dernier, et que le quatrième jour de mai courant, j'ai publié la dite requête d'élection en en laissant une vraie copie de la même avec C. P. Cleveland, écuyer, régistrateur, de la division d'enregistrement du comté de Richmond, à son bureau, à Richmond, dans le dit district électoral.

Donné à Ham Sud, ce quatrième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-sept.

E. S. DARCHE,  
Officier Rapporteur pour le district  
électoral de Richmond et Wolfe.  
1687

L'ACTE DES ELECTIONS FEDERALES  
CONTESTEES DE 1874 ET L'ACTE  
DES ELECTIONS FEDERALES  
CONTESTEES.

Puissance du Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Bedford. }

*Election d'un membre de la Chambre des Com-  
munes pour le district électoral de Shefford,  
située dans le district judiciaire  
de Bedford.*

Louis Gazaille, de la paroisse de Sainte-Puden-  
tienne, dans le dit district électoral de Shefford,  
et le district judiciaire de Bedford, cultivateur,  
Pétitionnaire ;

et

Antoine Audet, de la paroisse de Notre-Dame de  
Bonsecours de Stukely, dans le district élec-  
toral de Shefford, et district judiciaire de Bed-  
ford, cultivateur, Répondant.

Avis public est par le présent donné que le dix-neuvième jour d'avril courant, j'ai reçu en ma qualité d'officier-rapporteur du district électoral de Shefford susdit, copie d'une pétition d'élection en cette cause présentée et produite le neuf avril courant, par H. Thos. Duffy, écuyer, avocat, de Sweetsburgh, dans le dit district judiciaire de Bedford, comme procureur et agent pour le pétitionnaire, qui a fait élection de domicile pour les fins de sa pétition au bureau de Messieurs O'Halloran & Duffy, avocats, situé sur le lot No. 20, des plan et livre de renvoi de Sweetsburgh susdit.

Daté à Waterloo, ce 21 avril 1887.

JOS. H. LEFEBVRE,  
Officier-rapporteur pour le district  
électoral de Shefford.  
1725

## Miscellaneous Notices.

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
No. 6.

*Revised Statutes of Canada, Chapter 9.*

THE DOMINION CONTROVERTED ELEC-  
TIONS ACT.

*The Election Petition of the Electoral district of  
Richmond and Wolfe.*

William Bullock Ives, and  
Petitioner ;  
James Naismith Greenshield, Respondent.

Public notice is hereby given that on the twenty sixth day of April last, I have received in my quality of Returning officer for the said electoral district, a true copie of an election petition filed in this case, on the eighteenth day of April last, and that on the fourth day of May instant, I have published the said election petition by leaving a true copy of the same with C. P. Cleveland, esquire, registrar of the registration division of the county of Richmond, at his office, at Richmond, in the said electoral district.

Given at South Ham, the fourth day of May, eighteen hundred and eighty seven.

E. S. DARCHE,  
Returning Officer for the electoral district  
of Richmond and Wolfe.  
1688

THE DOMINION CONTROVERTED ELEC-  
TIONS ACT 1874 AND THE DOMI-  
NION CONTROVERTED ELEC-  
TION ACT.

Dominion of Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Bedford. }

*Election of a member for the House of Commons  
for the electoral district of Shefford, situate  
within the judicial district of Bedford.*

Louis Gazaille, of the parish of Sainte Puden-  
tienne, in the said electoral district of Shefford,  
and the judicial district of Bedford, farmer,  
Petitioner ;

and

Antoine Audet, of the parish of Notre Dame de  
Bonsecours de Stukely, in the electoral district  
of Shefford, and the judicial district of Bedford,  
farmer, Re-pondent.

Public notice is hereby given that, on the nine-  
teenth day of April instant, I received in my  
capacity of returning officer for the electoral dis-  
trict of Shefford aforesaid, copy of an election  
petition in this case presented and produced on  
the ninth day of April instant, by H. Thos. Duffy,  
esquire, advocate, of Sweetsburgh, in the said  
judicial district of Bedford, as attorney and agent  
for the petitioners who has made election of  
domicile for all the purposes of his election peti-  
tion in this matter, at the office of Messrs. O'Hal-  
loran and Duffy, advocates, situate on lot No. 20,  
of the official plan and book of reference of  
Sweetsburgh aforesaid.

Dated at Waterloo, this 21st April, 1887.

JOS. H. LEFEBVRE,  
Returning officer for the electoral  
district of Shefford.  
1726

Canada,  
Province of Québec,  
District of Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No. 6.

*Requête d'élection dans le district Electoral de  
Richmond et Wolfe.*

L'ACTE DES ELECTIONS FEDERALES  
CONTESTEES, 1874.

*Election d'un membre de la Chambre des Com-  
munes pour le district électoral de Richmond  
et Wolfe, tenue les 15 et 22 de février 1887.*

Horman Nicholson et Samuel Taylor,  
Pétitionnaires ;

et

William Bullock Ives, Défendeur.

Avis public est par les présentes donné que le dix-neuvième jour d'avril dernier, j'ai reçu en ma qualité d'officier rapporteur pour le district électoral de Richmond et Wolfe, deux vraies copies de la requête d'élection en cette cause, et que le quatrième jour de mai courant, j'ai publié la dite requête d'élection en en laissant une copie avec C. P. Cleveland, écuyer, régistrateur de la division d'enregistrement du comté de Richmond, à son bureau, à Richmond, dans le dit district électoral.

Daté à Ham Sud, ce 4e jour de mai 1887.

E. S. DARCHE,

Officier rapporteur pour le district  
électoral de Richmond et Wolfe.

1685

Avis est par le présent donné que, en vertu de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social, sous un mois après la première publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil, en vertu du dit acte, pour obtenir des Lettres Patentes sous le Grand Sceau de la Province de Québec, et pour une charte d'incorporation aux requérants ci-après nommés, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de l'association à être créée en corps politique et incorporé sous le nom et dans le but ci-après mentionnés, à savoir :

1. Le nom proposé de l'association sera "The Manse Building Association of Henry's Church, Lachute."

2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de posséder, gérer et disposer des propriétés du dit presbytère et des dépendances et propriétés qui en font partie, de Henry's Church, Lachute, comme presbytère ou résidence pour le titulaire de l'église presbytérienne, connue sous le nom de Henry's Church, en la ville de Lachute.

3. Le principal bureau de l'association sera en la ville de Lachute.

4. Le montant du fonds social sera de quatre mille piastres divisé en quatre cents actions de dix piastres chacune.

5. Les noms et résidences des requérants sont : Robert G. Meikle, banquier ; Phineas Lane, commerçant ; Thomas Christie, docteur en médecine ; Hugh Fraser, fils, marchand ; tous de la ville de Lachute, en la province de Québec, et John Hay, du canton de Chatham, en la dite province.

6. Les premiers directeurs de l'association, seront les dits Robert G. Meikle, Phineas Lane, Thomas Christie, Hugh Fraser et John Hay.

ROBERT G. MEIKLE,  
PHINEAS LANE,  
THOMAS CHRISTIE,  
HUGH FRASER,  
JOHN HAY.

Lachute 6 mai 1887.

1699

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
No. 6.

*Election petition of the electoral district of  
Richmond and Wolfe.*

THE DOMINION CONTROVERTED ELECTION  
ACT 1874.

*Election of a member for the House of Commons for  
the Electoral district of Richmond and Wolfe,  
held the 15th and 22nd of February, 1887.*

Norman Nicholson and Samuel Taylor,  
Petitioners ;

and

William Bullock Ives, Respondent.

Public notice is hereby given that on the nineteenth day of April last, I received in my quality of returning officer for the electoral district of Richmond and Wolfe, two true copies of the election petition in this case, and that on the fourth day of May instant, I have published said election petition by leaving one of the copies with C. P. Cleveland, esquire, registrar of the registration division of the county of Richmond, at his office, at Richmond, in the said electoral district.

Dated at South Ham, this 4th of May, 1887.

C. P. DARCHE,

Returning officer for the electoral  
district of Richmond and Wolfe.

1686

Notice is hereby given in virtue of the joint stock companies incorporation act, that after the expiry of one month from the first publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant Governor in Council, under the said act, for letters patent, under the great seal of the province of Quebec, and for a charter of incorporation to the applicants here in, after named, and such others as may become shareholders in the association to be created a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned, that is to say :

1. The proposed name of the association is the "Manse Building Association of Henry's Church, Lachute."

2. The object for which incorporation is sought, is the holding, managing and disposing of the property of the said Manse, and dependencies and properties thereto attached of Henry's Church, Lachute, as a manse or residence for the incumbent of the Presbyterian Church, known as Henry's Church, in the town of Lachute.

2. The head office of the association shall be in the town of Lachute.

4. The amount of the capital stock will be four thousand dollars, in four hundred shares of ten dollars each.

5. The names and addresses of the applicants are : Robert G. Meikle, banker ; Phineas Lane, trader ; Thomas Christie, doctor of medicine ; Hugh Fraser, junior, merchant ; all of the town of Lachute, in the province of Quebec, and John Hay, of the township of Chatham, in the said province.

6. The first directors of the association will be the said Robert G. Meikle, Phineas Lane, Thomas Christie, Hugh Fraser and John Hay.

ROBERT G. MEIKLE,  
PHINEAS LANE,  
THOMAS CHRISTIE,  
HUGH FRASER,  
JOHN HAY.

Lachute, 6th May, 1887.

1700

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE LA  
RIVE NORD.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Compagnie de Chemin de fer de la Rive Nord, aura lieu au bureau de la Compagnie, en la cité de Québec, mercredi, le premier jour de juin 1887, à onze heures A. M., dans le but de recevoir le rapport des directeurs, pour l'élection des directeurs de l'année suivante, et pour la transaction de toutes autres affaires qui pourront être soumises à l'assemblée.

Par ordre du bureau,  
CHARLES DRINKWATER,  
Secrétaire.

1709

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2008.

Dame Cécile Dufour dite Latour, épouse de Tertulien Dagenais, tonnelier, de la cité et du district de Montréal, a institué contre son époux une action en séparation de biens.

J. A. ST. JULIEN,  
Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 28 avril 1887. 1671

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }

Dame Marie George, du canton de Magog, en le district de Saint-François, épouse de André Phaneuf, du même lieu, cultivateur, et dûment autorisée à ester en justice, par un Juge de la Cour Supérieure, a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre le dit André Phaneuf.

LAWRENCE & MORRIS,  
Procureurs de la Demanderesse.

Sherbrooke, 30 avril 1887. 1695 2

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Richelieu. }  
No. 3129.

Dame Elizabeth Trudeau, de la ville de Sorel, dans le district de Richelieu, épouse de Eusèbe Auclair, navigateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,  
Demanderesse;

vs.

Eusèbe Auclair, navigateur, de la ville de Sorel susdite,  
Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été ce jour instituée en cette cause.

A. P. VANASSE,  
Avocat de la Demanderesse.

Sorel, 2 mai 1887. 1603 2

## PROVINCE DE QUEBEC.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, en Conseil, par les personnes ci-après nommées, pour obtenir des lettres patentes sous le grand sceau, leur accordant une charte, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie créée par la dite charte, en corps politique et incorporé en vertu des dispositions de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

1. Le nom proposé de la compagnie sera "The Canadian Fish, Oil and Guano Company."

L'objet pour lequel l'incorporation de la dite compagnie est demandée est d'acquérir des terrains pour y établir des pêcheries et autres terrains, de construire ou acheter un ou plusieurs vaisseaux conduits par la vapeur ou autrement, de construire des factories pour manufacturer de l'huile et engrais de poisson, travailler le bois exploiter les mines, construire des jetées et pour acquérir des propriétés mobilières et immobilières.

## NORTH SHORE RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general Meeting of the shareholders of the North Shore Railway Company, will be held at the Company's office, in the city of Quebec, on Wednesday, the 1st day of June, 1887, at eleven o'clock A. M., for the purpose of receiving a report from the directors, for the election of directors for the ensuing year, and for the transaction of such other business as may be brought before the meeting.

By order of the Board,  
CHARLES DRINKWATER,  
Secretary.

1710

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2008.

Dame Cécile Dufour dite Latour, wife of Tertulien Dagenais, cooper, of the city and district of Montreal, has instituted against her husband, an action for separation as to property.

J. A. ST. JULIEN,  
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 28th April, 1887. 1672

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }

Dame Marie George, of the township of Magog, in the district of Saint Francis, wife of André Phaneuf, of the same place, farmer, and duly authorized to ester en justice, by a Judge of the Superior Court, has, this day, instituted an action en séparation de biens against the said André Phaneuf.

LAWRENCE & MORRIS,  
Attorneys for Plaintiff.

Sherbrooke, 30th April, 1887. 1695

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Richelieu. }  
No. 3129.

Dame Elizabeth Trudeau, of the town of Sorel, in the district of Richelieu, wife of Eusèbe Auclair, navigator, of the same place, duly authorized to ester en justice to the ends hereof,  
Plaintiff;

vs.

Eusèbe Auclair, navigator, of the town of Sorel aforesaid,  
Defendant.  
An action for separation as to property has this day been instituted in this cause.

A. P. VANASSE,  
Attorney for Plaintiff.

Sorel, 2nd May, 1887. 1604

## PROVINCE OF QUEBEC.

Public notice is hereby given that within one month from the last insertion of this notice, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, by the persons hereinafter named, to obtain letters patent under the great seal, granting them a charter, constituting them and such others as may hereafter become shareholders in the company created by the said charter, a body politic and incorporated under the provisions of the joint stock companies incorporation act.

1. The proposed name of the company is *The Canadian Fish, Oil and Guano Company.*

The object for which the incorporation of the said company is sought is to acquire fishing grounds and other landed properties, to build or purchase one or more vessels driven by steam or otherwise, to build factories for manufacturing oil and fish Guano, lumber, working mines, building piers and to acquire real and movable properties.

La principale place d'affaires de la compagnie sera à Manicougan Point.

Le montant de son fonds social sera de deux cent mille piastres divisé en deux mille actions de cent piastres chacune.

Les noms au long, résidences et professions des requérants sont : Jacob W. Schuyler, marchand de bois, au No. 104, rue Hall, cité de New-York ; M. Joseph P. Wiswall, courtier, 14, rue Wall, cité de New-York ; Rudolph G. Salomon, manufacturier, Newark, N. J. ; E. P. Bender, écuyer, C. E., Saint-Thomas, Montmagny, P. Q., Canada ; W. H. Forest, lieutenant-col., Québec, Canada ; F. M. Audet, marchand, Québec,

1501½ 3

P. AUG. CHOQUETTE,  
Procureur des Requérents.

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
No. 1818.

Dme Virginie Thibault, des cité et district de Montréal, épouse de Jean-Baptiste Lavoie, charpentier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Jean-Baptiste Lavoie, charpentier, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22 avril 1887.

A. ARCHAMBAULT,  
Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 25 avril 1887. 1505½ 3

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Québec. }

Dame Marie Anne Weller, de la paroisse de Saint-Casimir, épouse de George Tessier, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

George Tessier, cultivateur, de la paroisse de Saint-Casimir, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14 avril courant, à Québec.

J. A. TESSIER,  
Avocat de la Demanderesse.

Québec, 14 avril 1887. 1419 5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1189.

Avis est par les présentes donné que Dame Marie Albina Corbeil, de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice, épouse de Léon Gagnon, cultivateur, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

T. C. DELORIMIER,  
Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 7 mars 1887. 1507 4

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure*  
District de Saint-François. } *Saint-François.*  
No. 141.

Dame Philomène Parmentier dit Nourri, de la cité de Sherbrooke, épouse de Juste Boucher, commerçant, de la dite cité, et dûment autorisée par le juge à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Le dit Juste Boucher, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour par la demanderesse contre le défendeur.

BÉLANGER & GENEST,  
Procureurs de la Demanderesse.

Sherbrooke, 19 avril 1887. 1499 4

The company's principal place of business will be at Manicougan Point.

The amount of its stock shall be two hundred thousand dollars, divided into two thousand shares of one hundred dollars each.

The names in full, addresses and callings of the applicants are : Jacob W. Schuyler, lumber dealer, at 104, Wall street, New York city ; Mr. Joseph P. Wiswall, broker, 14, Wall street, New York city ; Rudolph G. Salomon, manufacturer, Newark, N. J. ; E. P. Bender, esquire, C. E., Saint Thomas Montmagny, P. Q., Canada ; W. H. Forest, Lt.-Col., Quebec, Canada ; F. M. Audet, merchant, Quebec.

1502½

P. AUG. CHOQUETTE,  
Attorney for Applicants.

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
No. 1818.

Dme Virginie Thibault, of the city and district of Montreal, wife of Jean Baptiste Lavoie, carpenter, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

Jean Baptiste Lavoie, carpenter, of the said city, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 2<sup>nd</sup> April, 1887.

A. ARCHAMBAULT,  
Plaintiff's attorney.

Montreal, 25th April, 1887. 1506½

Canada, }  
Province of Québec, } *Superior Court.*  
District of Québec. }

Dame Marie Anne Weller, of the parish of Saint Casimir, wife of George Tessier, farmer, of the said place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

George Tessier, farmer, of the parish of Saint Casimir, Défendeur.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 14<sup>th</sup> April instant, at Québec.

J. A. TESSIER,  
Advocate for the Plaintiff.

Québec, 14th April, 1887. 1420

Province of Québec, }  
District of Montréal. } *Superior Court.*  
No. 1189.

Notice is hereby given that Dame Marie Albina Corbeil, of the parish of Saint Léonard de Port Maurice, wife of Léon Gagnon, of the same place, farmer, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

T. C. DELORIMIER,  
Atty. for Plaintiff.

Montreal, 7th March, 1887. 1508

Canada, }  
Province of Québec, } *Superior Court*  
District of Saint Francis. } *Saint Francis.*  
No. 141.

Dame Philomène Parmentier dit Nourri, of the city of Sherbrooke, wife of Juste Boucher, of the said city, trader, and by the judge duly authorized to ester en justice, to the ends hereof, Plaintiff ;

vs.

The said Juste Boucher, Défendeur.

An action for separation as to property has this day been instituted by the plaintiff against the defendant.

BÉLANGER & GENEST,  
Attorneys for Plaintiff.

Sherbrooke, 19th April, 1887. 1500

Canada, }  
Province of Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1671.

Dame Emma Vallée, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Romuald Piché, tailleur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.  
Le dit Romuald Piché, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été ce jour instituée en cette affaire.

Z. RENAUD,  
Avocat de la Demanderesse.  
Montréal, 13 avril 1887. 1451 4

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1671.

Dame Emma Vallée, of the city and district of Montreal, wife common as to property, of Romuald Piché, tailor, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.  
The said Romuald Piché, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted this day, in this matter.

Z. RENAUD,  
Advocate for the Plaintiff.  
Montreal, 13th April, 1887. 1452

### Avis de Faillite.

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Narcisse Pilote, de Wotton. Un bordereau de dividendes a été préparé et sera payable en notre bureau le et après le 31 mai 1887.

Toute opposition à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

KENT & TURCOTTE,  
Comptables.

7, Place d'Armes,  
Montréal, 14 mai 1887. 1693

N. B.—Il ne sera envoyé aucun dividende par la maille à moins d'un ordre.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Chas. Cadotte, failli,

Je, soussigné, dûment nommé curateur aux biens du susdit failli, donne avis par le présent qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, conformément à l'article 772a du Code de Procédure Civile, et que toutes personnes sont requises de se conduire en conséquence.

ARCH. M. CASSILS,  
Curateur.  
Montréal, 9 mai 1887. 1669

Province de Québec, }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Louis Odilon Paradis, de Sorel. Avis est par le présent donné que, le sixième jour de mai 1887, par ordre de la Cour, nous avons été nommé curateur conjoint des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées en notre bureau sous un mois.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateur-conjoint

Bureau de Kent & Turcotte,  
7, Place d'Armes.  
Montréal, 9 mai 1887. 1689

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de M. R. Spinelli, de Montréal. Avis est par le présent donné que, le 7ème jour de mai 1887, par ordre de la Cour, nous avons été nommé curateur-conjoint des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées en notre bureau sous un mois.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateur conjoint.

Bureau de Kent & Turcotte,  
7, Place d'Armes,  
Montréal, 9 mai 1887. 1691

### Bankrupt Notices.

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

In the matter of Narcisse Pilote, of Wotton. A dividend has been prepared and will be payable at our office on and after 31st May, 1887.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

KENT & TURCOTTE,  
Accountants.

7, Place d'Armes.  
Montreal, 14th May, 1887. 1694

N. B.—No dividends remitted by mail unless an order is given.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*

In the matter of Chas. Cadotte, Insolvent.

I, the undersigned, duly appointed curator to the estate of the above insolvent, hereby give notice that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, pursuant to article 772a of the Code of Civil Procedure, and that all persons are required to govern themselves accordingly.

ARCH. M. CASSILS,  
Curator.  
Montreal, 9th May, 1887. 1670

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court*

In the matter of Louis Odilon Paradis, of Sorel. Notice is hereby given that on the sixth day of May, 1887, by order of the Court, we were appointed joint curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint-Curator.

Office of Kent & Turcotte,  
7, Place d'Armes,  
Montreal, 9th May, 1887. 1690

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of M. R. Spinelli, Montreal. Notice is hereby given that, on the 7th day of May, 1887, by order of the Court, we were appointed joint curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curator.

Office of Kent & Turcotte,  
7, Place d'Armes,  
Montreal, 9th May 1887. 1692

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Dame J. E. Vaine, de la cité de  
Montréal, modiste, faillie.

Nous, soussigné, David Seath et Geo. Daveluy, curateur conjoint, dûment nommé aux biens de la dite faillie, donnons avis par le présent qu'un bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, conformément à l'article 772 a du Code de Procédure Civile, et que toutes personnes sont requises de se conduire en conséquence.

Daté à Montréal, ce quatorzième jour de mai 1887.

DAVID SEATH,  
GEO. DAVELUY,  
Curateur conjoint.

Bureau de Seath & Daveluy,  
12, Place d'Armes. 1705

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
William H. Learned, Demandeur;

vs.

Albert P. Benoit, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, le sixième jour de mai, 1887, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées en mon bureau sous un mois.

JOHN J. GRIFFITH,  
Curateur.

C. Millier & J. J. Griffith,  
Comptables,  
Sherbrooke, 6 mai 1887. 1701

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 229.

In-Re:—Théophile Geoffrion, Demandeur;

vs.

Télesphore Delage dit Lavigneur, Défendeur.

Avis est par le présent donné, que le dit Défendeur, a fait ce dixième jour de mai 1887, un abandon judiciaire de ses biens au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, pour le bénéfice de ses créanciers.

Daté à Montréal, ce 10e jour de mai 1887.  
1713 (Signé), T. DELAGE.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Henriette Dubeau, de la cité de  
Montréal, modiste et commerçante, faillie.

Nous, soussignés, David Seath et Geo. Daveluy, curateur conjoint, dûment nommé aux biens de la dite faillie, donnons avis par le présent, qu'un bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, conformément à l'article 772a, du code de procédure civile, et que toutes personnes sont requises de se conduire en conséquence.

Daté à Montréal, ce quatorzième jour de mai 1887.

DAVID SEATH,  
GEO. DAVELUY,  
Curateur conjoint.

Bureau de Seath & Daveluy,  
12, Place d'Armes. 1703

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of Dame J. E. Vaine, of the city of  
Montreal, milliner, an Insolvent.

We, the undersigned, David Seath and Geo. Daveluy, joint curator, duly appointed to the property of the said insolvent, do hereby give notice that a dividend sheet has been prepared in this matter, pursuant to article 772 a of the Code of Civil Procedure, and that all persons are required to govern themselves accordingly.

Dated at Montreal, this fourteenth day of May, 1887.

DAVID SEATH,  
GEO. DAVELUY,  
Joint curator.

Office of Seath & Daveluy,  
12, Place d'Armes. 1706

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis }  
William H. Learned, Plaintiff;

vs.

Albert P. Benoit, Defendant.

Notice is hereby given that, on the sixth day of May, 1887, by order of the court, I was appointed curator to the estate of said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within one month.

JOHN J. GRIFFITH,  
Curator.

C. Millier & J. J. Griffith,  
Accountants.  
Sherbrooke, 6th May, 1887. 1702

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 229.

In-Re:—Théophile Geoffrion, Plaintiff;

vs.

Télesphore Delage dit Lavigneur, Defendant.

Notice is hereby given that, I, the undersigned, Télesphore Delage dit Lavigneur, of Côteau Station, on the tenth day of May, 1887, in the office of the protonotaire of the Superior Court, of the district of Montreal, have made a judicial abandonment of my property for the benefit of my creditors.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1887.  
1714 (Signed), T. DELAGE.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of Henriette Dubeau, of the city of  
Montreal, milliner and trader, an Insolvent.

We, the undersigned, David Seath and Geo. Daveluy, joint curator, duly appointed to the property of the said insolvent, do hereby give notice that a dividend sheet has been prepared in this matter, pursuant to article 772a, of the code of civil procedure, and that all persons are required to govern themselves accordingly.

Dated at Montreal, this fourteenth day of May, 1887.

DAVID SEATH,  
GEO. DAVELUY,  
Joint curator.

Office of Seath & Daveluy,  
12, Place d'Armes. 1704

## Règles de Cour.

Province de Québec, } Cour Supérieure—Mont-  
District de Montréal } réal.  
No. 1111.

Le sixième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-sept.

Présent :—L'Honorable juge MATHIEU.

Dans l'instance de la cité de Montréal, Requérante en expropriation sur la rue Mignonne ;  
et

Edward Coyle, de la cité de Boston, dans l'Etat de Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, journalier, Indemnitaires.

Avis public est par le présent donné que la requérante a déposé au greffe de cette cour, la somme de huit cent soixante et dix piastres et vingt centins, prix et compensation de l'immeuble acquis par la dite requérante par voie d'expropriation forcée, et dont la description est comme suit :

Un morceau de terre, sans bâtisses sus-érigées ; borné du côté nord-est par la rue Parthénaïs, le dit côté mesurant environ 30.5 pieds, du côté sud-est par les numéros de subdivision sept, huit, neuf, dix, onze, douze et treize, du lot étant numéro du cadastre mille quatre cent quatre-vingt-quinze, le dit côté mesurant environ cent quarante un pieds (141.0) ; du côté sud-ouest par une partie du lot étant le numéro du cadastre mille quatre cent quatre-vingt-quatorze, le dit côté mesurant environ 31.5 pieds, du côté nord-ouest par une partie du lot étant le numéro du cadastre numéro mille quatre cent quatre-vingt-quinze, le dit côté mesurant environ 141.0 pieds, contenant une étendue en superficie environ 4371.0 pieds carrés, le dit morceau de terre étant une partie du lot portant le numéro du cadastre mille quatre cent quatre-vingt-quinze, des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la dite cité.

Et sur la requête du dit indemnitaires, il est ordonné que par avis à être inséré deux fois de suite dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers soient appelés à produire leurs réclamations au greffe de la dite Cour Supérieure, à Montréal, sous un mois, à compter de la première insertion du dit avis, à défaut de quoi il sera procédé sans égard aux droits qu'ils peuvent y avoir.

GEO. H. KERNICK,  
Député P. S. C.

Bureau du Protonotaire,  
Montréal, 9 mai 1887.

1683

## Licitations.

Province de Québec, } Cour Supérieure.  
District de Montréal. }  
No. 90.

## LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, district de Montréal, le quatrième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt sept, dans une cause dans laquelle Michael Lynch, John Lynch, tous deux de Duluth, dans l'Etat de Minnesota, commis ; Patrick Lynch, de Port Arthur, dans la Province d'Ontario, commis ; Dame Mary Lynch, de la cité et du district de Montréal, épouse dûment séparée de biens de James Arthur Sutton, de la dite cité de Montréal, mécanicien, et par son époux dûment autorisée à l'effet des présentes, et le dit James Arthur Sutton, pour les fins de telle autorisation, sont Demandeurs ; et Dame Bridget Brouder, de la

## Rules of Court.

Province of Quebec, } Superior Court.—Mon-  
District of Montreal } treal.  
No. 1111.

The sixth day of May, eighteen hundred and eighty seven.

PRESENT :—The Honble. Mr. Justice MATHIEU.

In the matter of the city of Montreal, petitioner in expropriation in Mignonne street ;  
and

Edward Coyle, of the city of Boston, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, laborer, Indemnitaires.

Public notice is hereby given, that the petitioner hath deposited in the office of the prothonotary of the said Court, the sum of eight hundred and seventy dollars and twenty cents, being the price and compensation for the property hereinafter described, acquired by said petitioner, by forced expropriation namely :

A piece of land, without buildings thereon erected ; bounded on the north east side by Parthenais street, said side measuring about 30.5 feet, on the south east side by subdivision numbers seven, eight, nine, ten, eleven, twelve and thirteen, of lot cadastral number one thousand four hundred and ninety five (No. 1495), said side measuring about 141.0 feet ; on the south west side by a portion of lot cadastral number one thousand four hundred and ninety four (No. 1494), said side measuring about 31.5 feet ; on the north west side by a portion of lot cadastral number one thousand four hundred and ninety five (No. 1495), said side measuring about 141.0 feet ; containing a superficies area of about 4371.0 square feet, the said piece of land being a portion of lot cadastral number one thousand four hundred and ninety five (No. 1495), on the official plan and book of reference for the Sainte Marys' ward, of the said city.

And upon the petition of the said indemnitaires, it is ordered that by a notice to be inserted during to consecutive weeks in the *Quebec Official Gazette*, the creditors be notified and required to signify their oppositions and file the same in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Montreal, within one month from the date of the first insertion of said notice, on default whereof, proceedings will be had, without respect to any rights they may have.

GEO. H. KERNICK,  
Deputy P. C. S.

Prothonotary's office,  
Montreal, 9th May 1887.

1684

## Licitations.

Province of Quebec, } Superior Court.  
District of Montreal. }  
No. 90.

## LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, district of Montreal, on the fourth of April, eighteen hundred and eighty seven, in a cause wherein Michael Lynch, John Lynch, both of Duluth, in the State of Minnesota, clerks ; Patrick Lynch, of Port Arthur, in the Province of Ontario, clerk ; Dame Mary Lynch, of the city and district of Montreal, wife duly separated as to property to James Arthur Sutton, of the said city of Montreal, machinist, and by her husband duly authorized to the effect of these presents, and the said James Arthur Sutton, for the purpose of such authorization, are Plaintiffs ; and Dame Bridget Brouder, of the said city and dis-

dite cité et du dit district de Montréal, veuve de feu Patrick Lynch, en son vivant, du même endroit, poseur de briques, personnellement et en sa qualité de tutrice dûment nommée à Francis, Richard, Thomas Darcy, Margaret Agnes et Henry Lynch, enfants mineurs, issus du mariage du dit feu Patrick Lynch avec la dite Bridget Brouder et Joseph Lynch, de la dite cité de Montréal, agent, tant en son nom individuellement qu'en sa qualité de curateur à James Lynch, ci-devant de la dite cité de Montréal, maintenant absent, sont Défendeurs; ordonnant la licitation de certaines propriétés immobilières désignées comme suit:

1. Un lot de terre situé sur la rue Aylmer, dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, district de Montreal, contenant vingt et un pieds cinq pouces de front sur soixante-dix-sept pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connu et distingué sur le plan officiel et au livre de renvoi du dit quartier Saint-Antoine, comme partie du numéro onze cent soixante-dix-neuf (1179); borné en front par la rue Aylmer, en profondeur par la propriété de Charles Parent et autres, ou leurs représentants; d'un côté par la propriété de Frederick K. Pagles ou leurs représentants, et de l'autre côté par la propriété de Joseph O. Joseph ou représentants—avec une maison en briques à deux étages et autres bâtisses dessus érigées.

2. Un lot de terre situé dans la dite cité de Montréal, sur la rue Mayor, contenant quarante-deux pieds de front sur soixante quinze pieds de profondeur, le tout plus ou moins et mesure anglaise, connu et désigné sur le plan officiel et au livre de renvoi du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montreal, sous le numéro deux cent dix-neuf (219)—avec trois maisons dessus érigées.

Les dits immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjudiqués au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-SEPTIEME jour du mois de JUIN prochain, à ONZE heures du matin, dans la salle d'audience de la Cour Supérieure, (troisième division), au palais de justice de la dite cité de Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être produite dans les six jours qui suivront la dite adjudication et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de ce faire.

JUDAH, BRANCHAUD & BAUSET,

Avocats des Demandeurs.

Montréal, 9 avril 1887. 1369 9

[Première publication, 16 avril 1887.]

## Ratification.

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District d'Iberville. }

No 14.

*Ex-Parte*: Dame Susan Maguire *et vir.*

Avis public est par le présent donné qu'il a été déposé dans le bureau du protonotaire de la dite Cour Supérieure, à Saint-Jean, dans et pour le district d'Iberville, ce sept avril mil huit cent quatre-vingt-sept: 1° Un acte exécuté pardevant M<sup>re</sup> O. N. E. Boucher, notaire public, le dixième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-six, entre Thomas Sheridan, gentilhomme, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, d'une part; et Dame Susan Maguire, du même lieu,

district of Montreal, widow of the late Patrick Lynch, in his lifetime, of the same place, bricklayer, deceased, personally and in her capacity of tutrix duly appointed to Francis, Richard, Thomas Darcy, Margaret Agnes and Henry Lynch, minor children, issue of the marriage of the said late Patrick Lynch with the said Bridget Brouder and Joseph Lynch, of the said city of Montreal, agent, as well in his own individual name as in his capacity of curator duly appointed to James Lynch, heretofore of the said city of Montreal, and now an absentee, are Defendants; ordering the licitation of certain immoveables described as follows:

1. A lot of ground situate on Aylmer street, in the Saint Antoine ward, in the city of Montreal, district of Montreal, containing twenty one feet five inches in front by seventy seven feet in depth, the whole more or less, known and distinguished upon the official plan and in the book of reference of the said Saint Antoine ward, as part of the number eleven hundred and seventy nine (1179); bounded in front by Aylmer street, in rear by the property of Charles Parent and others, or their representatives, on one side by the property of Frederick K. Pagles or representatives, and on the other side by the property of Joseph O. Joseph or representatives—with a two story brick house and outbuildings thereon erected.

2. A lot of land situate in the said city of Montreal, on Mayor street, containing forty two feet in front by seventy five feet in depth, the whole more or less and english measure, known and designated upon the official plan and in the book of reference of the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, by the number two hundred and nineteen (219)—with three houses thereon erected.

The said immoveables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SEVENTEENTH day of the month of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, in the court room of the Superior Court, (third division), at the court house, in the said city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the said prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and opposition for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

JUDAH, BRANCHAUD & BAUSET,

Attornies for Plaintiffs.

Montreal, 9th April, 1887. 1370

[First published, 16th April, 1887.]

## Ratification.

Canada, }  
Province of Québec, } *Superior Court.*  
District of Iberville. }

No 14.

*Ex-Parte*: Dame Susan Maguire *et vir.*

Public notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the said Superior Court, at Saint Johns, in and for the said district of Iberville, this seventh day of April, one thousand eight hundred and eighty seven: 1° A deed made and executed before M<sup>re</sup> O. N. E. Boucher, notary public, on the tenth day of November, one thousand eight hundred and eighty six, between Thomas Sheridan, gentleman, of the town of Saint Johns, in the dis-

épouse judiciairement séparée quant aux biens du dit Thomas Sheridan, et de lui dûment autorisée à l'exécution du dit acte, de l'autre part ; étant un acte de liquidation et partage entre le dit Thomas Sheridan et la dite Dame Susan Maguire, des biens de la communauté qui a existé entre eux jusqu'à la séparation de biens judiciaire intervenue entre eux en vertu d'un jugement de cette cour rendu le quinziesme jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-six ; 2° Un acte en date du trente décembre mil huit cent quatre-vingt-six, exécuté devant le dit Mtre O. N. E. Boucher, entre le dit Thomas Sheridan et la dite Dame Susan Maguire, dûment autorisée de son dit époux ; étant un acte à l'effet de rectifier la désignation erronée de certains immeubles mentionnés au susdit acte de liquidation et partage.

Le dit acte de liquidation et partage ainsi rectifié par l'acte de rectification susdit, du trente décembre mil huit cent quatre-vingt-six, transportant, cédant et abandonnant à la dite Dame Susan Maguire, dans le but de payer à cette dernière sa part dans la dite communauté de biens qui a existé entre elle et le dit Thomas Sheridan, les immeubles suivants, savoir :

1. Les lots Nos. (75 et 79) soixante et quinze et soixante et dix-neuf, des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville de Saint Jean, contenant, chaque lot, soixante et douze pieds de largeur par cent quarante-quatre pieds de profondeur—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

2. Le lot No. (22) vingt-deux, des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville de Saint-Jean, contenant trente-six pieds de largeur par cent soixante et seize pieds de profondeur—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

3. Les lots Nos. (36, 37 et 38) trente-six, trente-sept et trente-huit, des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville de Saint-Jean, le dit lot No. trente six, contenant soixante et douze pieds de front sur quarante et un pieds de profondeur dans une ligne, et quarante-sept pieds de profondeur dans l'autre ligne, le dit lot No. trente-sept, contenant soixante et douze pieds de front sur quarante-huit pieds de profondeur dans une ligne, et vingt-trois pieds de profondeur dans l'autre ligne, et le dit lot No. trente huit, contenant trente-six pieds de front sur vingt-trois pieds de profondeur dans une ligne, et huit pieds de profondeur dans l'autre ligne—avec toutes les bâtisses dessus érigées

4. Le lot No. (142) cent quarante-deux, des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, contenant trente-six pieds de largeur par cent quarante-quatre pieds de profondeur—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Les dits immeubles possédés par le dit Thomas Sheridan et la dite Dame Susan Maguire, son épouse, à titre de propriétaires, pendant les trois dernières années.

Et toutes les personnes qui peuvent avoir ou prétendent avoir aucuns privilèges ou hypothèques en vertu d'aucun titre ou par tout autre moyen quelconque dans ou sur les dits lots de terre sus-désignés immédiatement avant et au temps de l'acquisition d'iceux par la dite Dame Susan Maguire comme susdit, sont par le présent, averties qu'il sera fait une demande à la dite cour, le vingtième jour de juin prochain, à dix heures de l'avant-midi, pour un jugement de ratification, et à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur soit tenu, par les provisions de l'article 955 du code de procédure civile du Bas-Canada, de les inclure dans le certificat à être produit par lui en cette cause suivant la loi, elles sont par le présent requises de signifier par écrit leurs oppositions et de les filer au bureau

trict of Iberville, of the one part ; and Dame Susan Maguire, of the same place, wife judiciously separated as to property of the said Thomas Sheridan, and by him duly authorized to the execution of the said deed, of the other part ; being a deed of liquidation and division between the said Thomas Sheridan and the said Dame Susan Maguire, of the property belonging to the community of property which has existed between them until their judicial separation as to property by virtue of a judgment of this court rendered on the fifteenth day of April, one thousand eight hundred and eighty six ; 2° A deed dated the thirtieth day of December, one thousand eight hundred and eighty six, made and executed before the said Mtre. O. N. E. Boucher, between the said Thomas Sheridan and the said Dame Susan Maguire, duly authorized by her said husband ; being a deed to the effect of rectifying the erroneous description of certain immoveable properties mentioned in the aforesaid deed of liquidation and division.

The said deed of liquidation and division thus rectified by the aforesaid deed of rectification of the thirtieth day of December, one thousand eight hundred and eighty six, transferring, ceding and abandoning to the said Susan Maguire, for the purpose of paying over to the latter her share in the said community of property which has existed between her and the said Thomas Sheridan, the following immoveable properties, to wit :

1. Lots Nos. (75 and 79) seventy five and seventy nine, of the official plan and book of reference for the said town of Saint Johns, containing, each lot, seventy two feet wide by one hundred and forty four feet deep—with all the buildings thereon erected.

2. Lot No (22) twenty two, of the official plan and book of reference of said town of Saint Johns, containing thirty six feet wide by one hundred and seventy six feet deep—with all the buildings thereon erected.

3. Lots Nos. (36, 37 and 38), thirty six, thirty seven and thirty eight, of the official plan and book of reference of said town of Saint Johns, said lot No. thirty six, containing seventy two feet in front by forty one feet in depth in one line, and forty seven feet in depth in the other line, said lot No. thirty seven, containing seventy two feet in front by forty eight feet in depth in one line, and twenty three feet in depth in the other line, and said lot No. thirty eight, containing thirty six feet in front by twenty three feet in depth in one line, and eight feet in depth in the other line—with all the buildings thereon.

4. Lot No. (142) one hundred and forty two, of the official plan and book of reference of said town of Saint Johns, containing thirty six feet in width by one hundred and forty four feet in depth—with the buildings thereon erected.

Said immoveable properties possessed by the said Thomas Sheridan and the said Dame Susan Maguire, his wife, as proprietors of the same, during the last three years past.

And all persons who may have or claim to have any privileges or hypothec under any title or by any means whatsoever in or upon the said above described lots of land immediately previous to and at the time the same were acquired by the said Dame Susan Maguire as aforesaid, are hereby notified that application will be made to the said Court, on the twentieth day of June next, at ten o'clock in the forenoon, for a judgment of confirmation, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of article 955, of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, to include in his certificate to be filed in this cause according to law, they are hereby required to signify in writing their oppositions and file the same in the office of the said prothonotary, eight days at least before that day, in

du dit prenotaire, huit jours au moins avant ce jour là, à défaut de quel elles seront pour toujours forcées du droit de le faire.

H. MARCHAND,  
Protonotaire C. S.

Bureau du Protonotaire,  
Saint-Jean, 7 avril 1887. 1379 2  
[Première publication, 16 avril 1887.]

### Ventes par le Shérif.—Arthabaska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES**, sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditions Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juri.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*  
Arthabaska, à savoir: } **LES SYNDICS DE LA**  
No. 31. } **PAROISSE DE**  
**SAINT-MEDARD DE WARWICK**, Demandeurs;  
contre **ONESIME POISSON**, Défendeur.

Un terrain connu et désigné comme étant le quart sud-ouest du lot numéro huit, dans le deuxième rang de Warwick, étant le numéro trois cent trois, du cadastre officiel du dit canton de Warwick.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Médard de Warwick, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain.

AUGUSTE QUESNEL, jr.,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 10 mai 1887. 1711  
[Première publication, 14 mai 1887.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*  
Arthabaska, à savoir: } **SIMON GUAY**, cultivateur,  
No. 141. } **deur**, du canton de  
**Stanford**, Demandeur; contre **AMABLE CHRETIEN**,  
**TIEN**, du même lieu, Défendeur.

1. Un emplacement situé dans le canton de Stanford, formant partie du lot numéro treize, du huitième rang, contenant environ cent vingt pieds de front sur cent quatre-vingt pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front au chemin provincial, d'un côté au sud-est par une route appartenant au demandeur, du côté nord-ouest et en arrière au dit demandeur. Le dit emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Stanford, sous les numéros treize E (13e), et treize F (13f), à la charge de payer à Simon Guay, une rente annuelle de huit piastres.

2. Une terre formant partie du lot numéro quinze, du huitième rang du dit canton de Stanford, contenant environ soixante et neuf acres en superficie, étant le numéro quinze E (15e), du cadastre du dit canton de Stanford.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Eusèbe de Stanford, le VINGT ET UNIEME jour de MAI prochain, à

default of which they will be forever foreclosed from the right of so doing.

H. MARCHAND,  
Prothonotary S. C.

Prothonotary's Office,  
Saint Johns, 7th April, 1887. 1380  
[First published, 16th April, 1887.]

### Sheriff's Sales.—Arthabaska.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditions Exponas*, are required to be filed with the undersigned at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court—District of Arthabaska.*  
Arthabaska, to wit: } **THE SYNDICS OF THE**  
No. 31. } **PARISH OF SAINT**  
**MEDARD DE WARWICK**, Plaintiffs; against  
**ONESIME POISSON**, Defendant.

A land known and designated as being the south western quarter of the lot number eight, in the second range of Warwick, being the number three hundred and three, of the official cadastre of the said township of Warwick.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Medard de Warwick, on the FIFTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of July next.

AUGUSTE QUESNEL, jr.,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 10th May, 1887. 1712  
[First published, 14th May, 1887.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Arthabaska.*  
Arthabaska, to wit: } **SIMON GUAY**, farmer, of  
No. 141. } **the township of Stan-**  
**fold**, Plaintiff; against **AMABLE CHRETIEN**, of  
**TIEN**, of the same place, Defendant.

1. An emplacement situate in the township of Stanford, forming part of lot number thirteen, of the eighth range, containing about hundred and twenty feet in front by hundred and eighty feet in depth, more or less; bounded in front by the provincial road, on one side to the south east by a by road belonging to the plaintiff, on the north west side and in rear by the said plaintiff. The said emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said township of Stanford, under numbers thirteen E (13e) and thirteen F (13f), subject to the charge of paying to Simon Guay, an annual rent of eight dollars.

2. A land forming part of lot number fifteen, of the eighth range of the said township of Stanford, containing about sixty nine acres in superficies being number fifteen E (15e), of the cadastre of the said township of Stanford.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Eusebe of Stanford, on the TWENTY FIRST day of MAY next, at ONE

UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de mai prochain.

**AUGUSTE QUESNEL,**  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 15 mars 1887. 1073 3  
[Première publication, 19 mars 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **J**OSEPH HOULE, culti-  
No. 140. } vateur, Demandeur ;  
contre CHARLES PARENT, Défendeur.

Une terre désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Stanfold, sous le numéro onze A (11a), du septième rang du dit canton de Stanfold.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Eusèbe de Stanfold, le VINGT ET UNIÈME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de mai prochain.

**AUGUSTE QUESNEL,**  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 15 mars 1887. 1069 3  
[Première publication, 19 mars 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **U**LDORIC LEGEN-  
No. 272. } DRE, Demandeur ;  
contre DAME M. RIE ANGERS, Défenderesse.

Une terre faisant partie du lot numéro vingt-deux, dans le deuxième rang du canton de Chester, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, sous le numéro quarante-cinq (45)—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, le VINGT ET UNIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de mai prochain.

**AUGUSTE QUESNEL,**  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 15 mars 1887. 1071 3  
[Première publication, 19 mars 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **A**RTHUR TALBOT et  
No. 122. } al ; contre LOUIS  
BISSESON et al.

Comme appartenant à Louis Bisson. Le premier tiers du lot numéro cinq, du cinquième rang du canton de Thetford; borné en avant et en arrière aux lignes rectangulaires du dit rang, au nord-est à Abraham Lehoux, et au sud-ouest à Étienne Bisson—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse du Sacré-Cœur de Marie, le QUINZIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de juin prochain.

**AUGUSTE QUESNEL,**  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 5 avril 1887. 1319 2  
[Première publication, 9 avril 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **C**YPRIEN NORMAND,  
No. 151. } et uxors, Demandeurs ;  
contre FRANÇOIS NORMAND, Défendeur.

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Stanfold, sous le numéro (12) one D, du douzième rang du dit canton de Stanfold.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Eusèbe de Stanfold, le TRIZIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE

o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of May next.

**AUGUSTE QUESNEL,**  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 15th March, 1887. 1074  
[First published, 19th March, 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **J**OSEPH HOULE, farmer,  
No. 140. } Plaintiff; against  
CHARLES PARENT, Defendant.

A land designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Stanfold, under number eleven A (11a), of the seventh range of the said township of Stanfold.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Eusèbe de Stanfold, on the TWENTY FIRST day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty sixth day of May next.

**AUGUSTE QUESNEL,**  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 15th March, 1887. 1070  
[First published, 19th March, 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **U**LDORIC LEGENDRE,  
No. 272. } Plaintiff; against  
DAME MARIE ANGERS, Defendant.

A land forming part of lot number twenty two, in the second range of the township of Chester, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Norbert d'Arthabaska, under number forty five (45)—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Norbert of Arthabaska, on the TWENTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty sixth day of May next.

**AUGUSTE QUESNEL,**  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 15th March, 1887. 1072  
[First published, 19th March, 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **A**RTHUR TALBOT et al ;  
No. 122. } against LOUIS BIS-  
SON et al.

As belonging to Louis Bisson. The first third of the lot number five, of the fifth range of the township of Thetford; bounded on the front and in the rear by the rectangular lines of the said range, on the north east by Abraham Lehoux, and on the south west by Étienne Bisson—with buildings thereon constructed.

To be sold at the parochial church door of the parish of the Sacré-Cœur de Marie, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of June next.

**AUGUSTE QUESNEL,**  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 5th April, 1887. 1320  
[First published, 9th April, 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **C**YPRIEN NORMAND, et  
No. 151. } uxors, Plaintiffs; against  
FRANÇOIS NORMAND, Defendant.

A land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Stanfold, under the number (12) one D, of the twelfth range of the said township of Stanfold.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Eusèbe de Stanfold, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock

heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de juin prochain.

AUGUSTE QUESNEL,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 5 avril 1887. 1317 2  
[Première publication, 9 avril 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } AUGUSTIN CLOU-  
No. 133. } TIER, marchand,  
Demandeur ; contre DAME GENEVIEVE PER-  
RAULT, veuve de feu Thomas Binette, Défende-  
resse.

La moitié nord-ouest du lot numéro dix-neuf, du sixième rang du canton d'Irlande, étant le numéro (336) trois cent trente-six, des plans et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton d'Irlande.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adrien d'Irlande, le (14ème) QUATORZIÈME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juin prochain.

AUGUSTE QUESNEL,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 6 avril 1887. 1315 2  
[Première publication, 9 avril 1887.]

**Ventes par le Shérif—Beauce**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Vendition Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } ARCADUS LEMAY, mou-  
No. 169. } leur, de la paroisse de  
Saint-Georges, district de Beauce, Demandeur ;  
contre AMEEDÉ DUVAL, marchand, du même  
lieu, Défendeur, savoir :

Un lopin de terre ou emplacement, situé en la paroisse de Saint-Georges, en le premier rang de la seigneurie d'Aubert Gallion, côté sud-ouest du chemin public, contenant quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur sur la ligne nord-ouest et quatre-vingt-quatre pieds et demi sur la ligne sud-est, sur quarante-huit pieds de front, en arrière, la ligne se prolonge depuis la ligne nord-ouest jusqu'à la largeur de vingt-deux pieds ; et de là se termine de biais à l'extrémité de la ligne sud-est ; borné en front par le chemin public, au nord-ouest par Charles Poulin, au sud-est par Hubert Poulin, et en arrière par Jérôme Rancourt — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

G. O. TASCHEREAU,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 14 mars 1887. 1001 3  
[Première publication, 19 mars 1887.]

in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of June next.

AUGUSTE QUESNEL,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 5th April, 1887. 1318  
[First published, 9th April, 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } AUGUSTIN CLOUTIER,  
No. 133. } trader, Plaintiff ;  
against DAME GENEVIEVE PERRAULT, widow  
of the late Thomas Binette, Defendant.

The north western half of the lot number nineteen, of the sixth range of the township of Ireland, being the number (336) three hundred and thirty six, on the official plan and book of reference of the cadastre of the said township of Ireland.

To be sold at the parochial church door of Saint Adrien d'Irlande, on the (14th) FOURTEENTH day of JUNE next, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of June next.

AUGUSTE QUESNEL,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 6th April, 1887. 1316  
[First published, 9th April, 1887.]

**Sheriff's Sales.—Beauce.**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENT have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Vendition Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } ARCADUS LEMAY, mou-  
No. 169. } der, of the parish of Saint  
Georges, district of Beauce, Plaintiff ; against  
AMEEDÉ DUVAL, merchant, of the same place,  
Defendant, to wit :

A parcel of land or emplacement situate in the parish of Saint Georges, in the first range of the seigniorie of Aubert Gallion, on the south west side of the public road, containing ninety four feet in depth on the north west line, and eighty four feet and a half on the south east line, by forty eight feet in front, in rear, the line extends from the north west line to a width of twenty two feet ; and thence terminates in a slanting direction at the extremity of the south east line ; bounded in front by the public road, to the north west by Charles Poulin, to the south east by Hubert Poulin, and in rear by Jérôme Rancourt — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges of Beauce, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of June next.

G. O. TASCHEREAU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Joseph, Beauce, this 14th March, 1887.  
[First published, 19th March, 1887.] 1002 ]

## Ventes par le Shérif—Bedford.

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de le faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure pour le Bas-Canada—District de Bedford.*

## EX PARTE.

Bedford, à savoir: } JAMES O'HALLORAN,  
No. 220. } requérant la vente des  
terres d'un propriétaire inconnu, à savoir:

Un lot de terre situé dans la seigneurie de Foucault, en le dit district, de forme irrégulière, étant presque triangulaire, contenant environ cent acres de terre en superficie, étant parties des lots numéros seize, dix-sept et dix-huit, dans la onzième concession de la dite seigneurie; borné au nord par Timothy Nevill, au sud par Isaac Flagg, à l'est par les eaux de la baie Missisquoi, et à l'ouest par H. Schoolcraft et Harris Lake—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour le comté de Missisquoi, à Bedford, en le canton de Stanbridge, et district de Bedford, le QUINZIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de juillet prochain.

W. E. J. GOODMAN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Sweetsburgh, 7 mai 1887. 1695  
[Première publication, 14 mai 1887.]

## ALIAS FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure pour le Bas-Canada, district de Bedford.*

Bedford, à savoir: } CALVIN C. PERKINS,  
No. 3402. } Demandeur; contre les  
terres et tenements de OLIVER W. FULLERTON  
*et al.*, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à Dame Fannie L. Warren, un des dits Défendeurs.

Tous ces lots de terre sis et situés dans le canton de Potton, en le comté de Brome, connus et désignés comme étant tous les lots vingt-trois, vingt-quatre, vingt-six, vingt-sept et vingt-huit, dans le troisième rang, et les lots vingt-quatre, vingt-cinq et vingt-six, dans le quatrième rang des lots du dit canton de Potton, supposés contenir seize cents acres de terre en superficie, à part de l'allocation ordinaire pour chemin public, plus ou moins—ensemble avec l'engin à vapeur et moulin et machine et toutes les bâtisses sus-érigées, et les appartenances qui s'y trouvent.

Pour être vendus (en bloc), au bureau du régistrateur, pour le comté de Brome, à Knowlton, en le canton de Brome et district de Bedford, le DOUZIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de mai prochain.

W. E. J. GOODMAN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Sweetsburgh, 4 mars 1887. 885 3  
[Première publication, 12 mars 1887.]

## Sheriff's Sales—Bedford.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are requested to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS.

*Superior Court for Lower Canada—District of Bedford.*

## EX PARTE.

Bedford, to wit: } JAMES O'HALLORAN, peti-  
No. 220. } tioner for the sale of lands  
of an unknown proprietor, to wit:

A lot of land situated in the seigniorie of Foucault, in the said district, of an irregular form, it being nearly triangular, containing about one hundred acres of land in superficies, being parts of lots numbers sixteen, seventeen and eighteen, in the eleventh concession of said seigniorie; bounded to the north by Timothy Nevill, to the south by Isaac Flagg, to the east by the waters of Missisquoi bay, and to the west by H. Schoolcraft and Harris Lake—together with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the office of the registrar for the county of Missisquoi, at Bedford, in the township of Stanbridge, and district of Bedford, on the FIFTEENTH day of JULY next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of July next.

W. E. J. GOODMAN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Sweetsburgh, 7th May, 1887. 1696  
[First published, 14th May, 1887.]

## ALIAS FIERI FACIAS.

*Superior Court for Lower Canada.—District of Bedford.*

Bedford, to wit: } CALVIN C. PERKINS, Plain-  
No. 3402. } tiff; against the lands and  
tenements of OLIVER W. FULLERTON *et al.*,  
Defendants.

Seized as belonging to Dame Fannie L. Warren, one of the said Defendants.

All of those certain lots of land situate lying and being in the township of Potton, in the county of Brome, known and distinguished as being all of the twenty third, twenty fourth, twenty sixth, twenty seventh and twenty eighth lots, in the third range, and twenty fourth, twenty fifth and twenty sixth lots, in the fourth range of lots in said township of Potton, supposed to contain sixteen hundred acres of land in superficies, besides the usual allowance for highway, the same be it more or less—together with the steam engine and mill and machinery, and all the buildings erected thereon and all the appurtenances thereon or thereunto belonging.

To be sold (*en bloc*), at the office of the registrar for the county of Brome, at Knowlton, in the township of Brome, and district of Bedford, on the TWELFTH day of MAY next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of May next.

W. E. J. GOODMAN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Sweetsburgh, 4th March, 1887. 886  
[First published, 12th March, 1887.]

Ventes par le Shérif.—Iberville.

**A** VIS PUBLIC es par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le régistreur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bef.

ALIAS FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } DUNCAN MACDONALD, Demandeur; contre ANDREW ESINHART, es qualité, Défendeur.

Un morceau de terre sis et situé en la ville et le district d'Iberville, au côté nord de la rue Ferry, dans la seigneurie Bleury, étant un demi arpent de front sur un arpent et demi de profondeur, connu comme la moitié ouest du lot numéro treize (13), et comme partie du lot numéro dix-huit (18); borné au nord par la rue Ferry, au sud par une décharge, à l'ouest par Théophile Roy et autres ou représentants, et à l'est par Louis Bousquet ou représentant—avec un hangar dessus construit. Connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville, sous le numéro trois cent quarante-neuf (349).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le deuxième jour d'août prochain.

CHS. NOLIN,

Bureau du Shérif. Shérif.  
Saint-Jean, 12 mai 1887. 1733  
[Première publication, 14 mai 1887.]

Sheriff's Sales.—Iberville.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

ALIAS FIERI FACIAS

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: } DUNCAN MACDONALD, Plaintiff; against ANDREW ESINHART, es qualité, Defendant.

A parcel of land lying and situate in the town and district of Iberville, on the north side of Ferry street, in the seigniorie of Bleury, being one half of an arpent in front by one and a half arpent in depth, being known as the west half of lot number thirteen (13), and as part of lot number eighteen (18); bounded north by Ferry street, south by a discharge (décharge), to the west by Théophile Roy and others or representatives, and to the east by Louis Bousquet or representatives—with a storehouse thereon erected. Known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Iberville, under number three hundred and forty nine (349).

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the second day of August next.

CHS. NOLIN,

Sheriff's Office. Sheriff.  
Saint Johns, 12th May, 1887. 1734  
[First published, 14th May, 1887.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bef.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir: } LOUIS PHILIPPE LACHAULT, avocat, de Saint-Louis de Kamouraska, Demandeur;

Sheriff's Sales.—Kamouraska.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit: } LOUIS PHILIPPE LACHAULT, advocate, of Saint Louis de Kamouraska, Plaintiff; against

contre FRANÇOIS ALFRED TÊTU, arpenteur provincial, ci-devant de Saint-George de Cacouna, et maintenant de la cité de Montréal, *ès-qualité*, Défendeur, c'est à savoir :

Un emplacement situé au village de Saint-George de Cacouna, contenant environ neuf mille sept cent vingt pieds en superficie, mesure française; tenant par le sud-est au chemin de front, par le nord-ouest à la rue Marquis, par le nord-est à Dame Cyprien Dionne, et par le sud-ouest à Jean-Baptiste Beaulieu, étant le numéro cent trente-sept (137), du plan cadastral et du livre de renvoi officiels du susdit village de Saint-George de Cacouna—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Cacouna, MARDI, le VINGT-UNIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable le vingt-deuxième jour du même mois.

F. A. SIROIS, Shérif.  
Bureau du Shérif, Fraserville, 13 avril 1887. 1413 2  
[Première publication, 16 avril 1887.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir : } CHARLES BER-  
No. 825. } TRAND, écuyer, marchand, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte, Demandeur; contre FELIX ALBERT, cultivateur, ci-devant de Saint-Paul de la Croix, et actuellement absent de la province, Défendeur, c'est-à-savoir :

1. Tous les droits de préemption, les améliorations, les défrichements et tous les droits de possession que le défendeur a ou peut avoir sur la moitié sud-est du lot numéro dix (10), et sur les numéros onze et treize (11 et 13), du rang A, du township Denonville, dans la paroisse de Saint-Paul de la Croix—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot numéro douze (12), du rang A, du dit township de Denonville—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de la Croix. VENDREDI, le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures avant-midi. Bref rapportable le vingt-troisième jour du même mois.

F. A. SIROIS, Shérif.  
Bureau du Shérif, Fraserville, 12 avril 1887. 1415 2  
[Première publication, 16 avril 1887.]

#### Ventes par le Shérif—Montmagny

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FRANÇOIS ALFRED TÊTU, provincial surveyor, heretofore of Saint George de Cacouna, now of the city of Montreal, *ès-qualité*. Defendant, to wit :

An emplacement situated in the village of Saint George de Cacouna, containing about nine thousand seven hundred and twenty feet in superficies, french measurement; joining by the south east to the front road, by the north west to Marquis street, by the north east to Dame Cyprien Dionne and by the south west to Jean Baptiste Beaulieu, being the number one hundred and thirty seven (137), of the cadastral plan and official book of reference of the above named village of Saint George de Cacouna—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Cacouna, on TUESDAY, the TWENTY FIRST day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty second day of the same month.

F. A. SIROIS, Sheriff.  
Sheriff's Office, Fraserville, 13th April, 1887. 1414  
[First published, 16th April, 1887.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } CHARLES BERTRAND,  
No. 825. } Esquire, merchant, of the parish of Saint Jean-Baptiste de l'Isle Verte, Plaintiff; against FELIX ALBERT, farmer, heretofore of Saint Paul de la Croix, and now absent from the province, Defendant, to wit :

1. All the right of preemption, the improvements, the clearings and all the rights of possession that the defendant has or may have on the south eastern half of the lot number ten (10), and on the lots numbers eleven and thirteen (11 and 13), of the range A, of the township Denonville, in the parish of Saint Paul de la Croix—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

2. The lot number twelve (12), of the range A, of the said township of Denonville—with the buildings thereon constructed.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de la Croix, on FRIDAY, the SEVENTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty third day of the same month.

F. A. SIROIS, Sheriff.  
Sheriff's Office, Fraserville, 12th April, 1887. 1416  
[First published, 16th April, 1887.]

#### Sheriff's Sales.—Montmagny.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, or other oppositions to the sale except in cases of Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Montmagny, } CYRIAQUE HOULE,  
No. 15. } navigateur, de la  
paroisse de l'Islet; contre DESIRE GENDREAU,  
cultivateur, de la paroisse de Saint-Eugène,  
savoit:

Une terre située au premier rang de la paroisse de Saint-Eugène, contenant trois arpents de front sur quarante arpents de profondeur; bornée au nord-ouest au Bras Saint-Nicolas, et au sud-est à la seconde concession de Saint-Eugène, joignant d'un côté au nord-est à Samuel Poitras, et de l'autre côté au sud-ouest à Gilbert Bernier, connue au livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre du comté de l'Islet, pour la paroisse de Saint-Eugène, sous les Nos. 237 et 239—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eugène, SAMEDI, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juin prochain.

J. D. LEPINE, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montmagny, 11 avril 1887. 1375 2  
[ Première publication, 16 avril 1887. ]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montmagny: } CYRIAQUE HOULE,  
No. 15. } navigator, of the  
parish of l'Islet; against DESIRE GENDREAU,  
farmer, of the parish of Saint-Eugène, to wit:

A land situated in the first range of the parish of Saint-Eugène, containing three arpents in front by forty arpents in depth; bounded on the north west by a branch of the Saint-Nicholas river, and on the south east by the second concession of Saint-Eugène, joining by one side on the north east to Samuel Poitras, and on the other side on the south west to Gilbert Bernier, known and designated on the official plan and book of reference of the county of l'Islet, for the parish of Saint-Eugène, under the Nos. 237 and 239—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Eugène, on SATURDAY, the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of June next.

J. D. LEPINE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montmagny, 11th April, 1887. 1376  
[ First published, 16th April, 1887. ]

## Ventes par le Shérif—Montréal.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant exercé cet égard des réclamations que le registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du Code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de Vendition Li-ponas, doivent être déposées au bureau du sous-juge, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le retour du bref.

FIERI FACIAS.  
District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MARIE LOUISE  
No. 265. } DAURELLE BOYER, des  
cité et district de Montréal, veuve de feu Auguste Amos, en son vivant, marchand, du même lieu, demanderesse; contre les terres et tenements de EMERY DENIS, de la paroisse de la Pointe Claire, en le district de Montréal, cultivateur, défendeur.

Une terre sise et située en la côte Saint-Jean, en la paroisse de la Pointe Claire, comté Jacques-Cartier, et connue et désignée au plan et au livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de la Pointe Claire, sous le (No. 13) numéro cent trente, de la contenance de quatre arpents de front par vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins; étant en front au chemin public de la dite côte Saint-Jean—avec une maison en pierre, une grange, écurie, remise et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de la Pointe Claire, le VINGTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 16 mars 1887. 1045 3  
[ Première publication, 19 mars 1887. ]

## Sheriff's Sales.—Montreal.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Vendition Li-ponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.  
District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MARIE LOUISE  
No. 265. } DAURELLE BOYER, of  
the city and district of Montreal, widow of the late Auguste Amos, in his lifetime, merchant, of the same place, Plaintiff; against the lands and tenements of EMERY DENIS, of the parish of La Pointe Claire, in the district of Montreal, yeoman, Defendant.

A land situate and lying on the Côte Saint-Jean, in the parish of La Pointe Claire, county of Jacques Cartier, and known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of La Pointe Claire, under (No. 130) number one hundred and thirty, containing four arpents in front by twenty five arpents in depth, more or less; bounded in front by the public road of the Côte Saint-Jean—with a stone house, a barn, stable, shed and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of La Pointe Claire, on the TWENTIETH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of June next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montreal, 16th March, 1887. 1046  
[ First published, 19th March, 1887. ]

**FIERI FACIAS.**  
*Distric de Montreal.*

EX-PARTS :

Montréal, à savoir : } **LA CORPORATION DU**  
No. 59. } **VILLAGE DE LA COTE**  
**DES NEIGES**, corps politique et dûment incor-  
poré, ayant sa principale place d'affaires à la Côte  
des Neiges, en le district de Montréal, Requé-  
rante ; contre **LE LOT NUMERO QUATRE**, de la  
dite Côte des Neiges, mentionné et décrit dans le  
bref comme suit, savoir :

Cette partie du lot connu et désigné sous le nu-  
méro quatre, aux plan et livre de renvoi officiels  
du village de la Côte des Neiges, paroisse de  
Montréal ; borné en partie par le chemin appelé  
chemin Shakespears, en arrière de l'immeuble de  
Donald Ross, d'un côté par une autre partie du  
dit numéro officiel quatre, appartenant à Hand-  
bury L. MacDougall, et de l'autre côté par une  
autre partie du dit numéro officiel quatre, appor-  
tenant à la cité de Montréal, contenant sur le dit  
chemin Shakespears environ deux cent soixante  
et quatre pieds de largeur ; sur le côté de la pro-  
priété du dit Handbury L. MacDougall, quatre  
cent douze pieds de profondeur, de l'autre côté  
comme appartenant à la cité de Montréal, environ  
quatre cent quatre-vingt deux pieds six pouces,  
formant en tout une superficie d'environ trois  
arpents et vingt perches, et marqué à l'encre  
bleue sur le plan produit avec la requête.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de  
Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN pro-  
chain, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-  
midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième  
jour de juin prochain.

M. JACQUES VILBON,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 13 avril 1887. 1411 2  
[Première publication, 16 avril 1887.]

**FIERI FACIAS.**  
*Distric de Montreal.*

Montréal, à savoir : } **ALFRED BRUNET**, de la  
No. 357. } **ciité de Montréal**, comp-  
table, Demandeur ; contre les terres et ténements  
mentionnés et décrits dans la cédule marquée A,  
annexée au dit bref comme appartenant à  
**PATRICK DILLON**, des cité et district de Mon-  
tréal, imprimeur, Défendeur, maintenant entre  
les mains de George Paré, des cité et district de  
Montréal, comptable, en sa qualité de curateur,  
dûment nommé au délaissement fait en cette  
cause par le dit défendeur.

1. Un lot de terre situé en la cité de Montréal,  
dans le district de Montréal, sur la rue Mentana,  
étant connu et désigné aux plan et livre de ren-  
voi officiels de la cité de Montréal, quartier Saint-  
Jacques, sous le numéro cent vingt et un, de la  
subdivision du lot numéro douze cent sept (121-  
1207)—avec les bâtisses sus-érigées.

2. Un lopin de terre situé au même lieu, sur la  
dite rue Mentana, composé des lots numéros qua-  
tro et cinq (4 et 5), de la subdivision du lot  
numéro dix (4-5-10), des plan et livre de renvoi  
officiels du village incorporé de Saint-Jean-Bap-  
tiste, maintenant de la cité de Montréal—avec les  
bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de  
Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN pro-  
chain, à ONZE heures de l'avant midi. Le dit bref  
rapportable le vingt-cinquième jour de juin pro-  
chain.

J. F. DUBREUIL,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 13 avril 1887. 1409 2  
[Première publication, 16 avril 1887.]

**FIERI FACIAS.**  
*Distric de Montreal.*

Montréal, à savoir : } **LA BANQUE VILLE**  
No. 2633. } **MARIE**, corps politique  
et incorporé ayant son principal bureau d'affaires

**FIERI FACIAS.**  
*Distric de Montreal.*

EX-PARTS :

Montréal, to wit : } **THE CORPORATION OF**  
No. 59. } **THE VILLAGE OF COTE**  
**DES NEIGES**, a body politic and corporate duly  
incorporated and having its chief place of business  
at Côte des Neiges, in the district of Montreal,  
Petitioners ; against **LOT NUMBER FOUR**, of  
said Côte des Neiges, mentioned and described  
in the writ, as follows, to wit :

That part of the lot known and designated  
under the number four, on the official plan and  
book of reference of the village of Côte des Neiges,  
parish of Montreal ; bounded in part of the road  
called Shakespears road, in rear of the estate  
Donald Ross, on one side by another part of said  
official number four, belonging to Handbury L.  
MacDougall, and on the other side by another  
part of said official number four, belonging to the  
city of Montreal, containing on said Shakespears  
road about two hundred and sixty four feet in  
width, on the side of said Handbury L. MacDou-  
gall, about four hundred and twelve feet in depth,  
on the other side as belonging to the city of  
Montreal, about four hundred and eighty two feet  
six inches forming on the whole superficial  
area of about three arpents and twenty perches,  
and marked with blue ink on the plan produces  
with petition.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at  
HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.  
The said writ returnable on the twenty fifth day  
of June next.

M. JACQUES VILBON,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 13th April, 1887. 1412  
[First published, 16th April, 1887.]

**FIERI FACIAS.**  
*Distric de Montreal.*

Montréal, to wit : } **ALFRED BRUNET**, of the  
No. 357. } **city of Montreal**, account-  
tant, Plaintiff ; against the lands and tenements  
mentioned and described in the schedule marked  
A, annexed to the said writ as belonging to  
**PATRICK DILLON**, of the city and district of  
Montreal, printer, Defendant, now in the hands  
of George Paré, of the city and district of Montreal,  
accountant, in his quality of curator duly named  
to the *délaissement* made in this cause by said  
defendant.

1. A lot of land situated in the city of Montreal,  
in the district of Montreal, on Mentana street,  
being known and designated on the official plan  
and book of reference of the city of Montreal,  
Saint James ward, under the number one hundred  
and twenty one, of the subdivision of the lot num-  
ber twelve hundred and seven (121-1207)—with  
the buildings thereon erected.

2. A parcel of land situated in the same place,  
on the said Mentana street, composed of the lots  
four and five (4 and 5), of the subdivision of the  
lot number ten (4, 5, 10), of the official plan and  
book of reference of the incorporated village of  
Saint Jean Baptiste, now in the city of Montreal  
—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the city of Montreal,  
on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at  
ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ  
returnable on the twenty fifth day of June next.

J. F. DUBREUIL,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 13th April, 1887. 1410  
[First published, 16th April, 1887.]

**FIERI FACIAS.**  
*Distric de Montreal.*

Montréal, to wit : } **LA BANQUE VILLE**  
No. 2633. } **MARIE**, a body politic  
and corporate having its principal place of busi-

en la cité de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements d'ADOLPHE OUMET, écuyer, avocat, de la cité et du district de Montréal, et DEMOISELLE MARIE CECILE HERMINE HUBERT, fille majeure et usant de ses droits, aussi de la dite cité de Montréal, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite Demoiselle Mari Cécile Hermine Hubert, l'un des dits défendeurs en cette cause, les immeubles suivants, savoir :

1. Un lot de terre ou emplacement de forme irrégulière, situé dans le quartier est de la cité de Montréal, faisant face aux rues du Champ de Mars, Gosford et Saint-Louis, connu sous le numéro cent trente-neuf (139), sur le plan et livre de renvoi officiels du dit quartier est, et bâtie de cinq maisons, dont deux en pierre de taille, sur la rue du Champ de Mars, deux en brique, sur la rue Saint-Louis, et une en pierre et brique à trois étages, à l'encoignure des rues Gosford et Saint-Louis, et autres dépendances.

2. Une terre size et située à l'endroit appelé Côte Saint-Paul, comté d'Hochelaga, et longeant le Canal de Lachine, connue et désignée sous le numéro trois mille six cent six (3606), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, village Saint-Augustin, et contenant d'après le cadastre officiel une superficie de quatre-vingt-huit arpents, huit perches et deux cent quarante pieds — avec une maison, grange et étable dessus construites.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de juin prochain.

M. JACQUES VILBON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 13 avril 1887. 1405 2  
[Première publication, 16 avril 1887.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : } LOUIS J. A. SURVEYER,  
No. 812. } L marchand, et LOUIS  
GAUTHIER, commerçant, tous deux de la cité et district de Montréal, et le dit Louis J. A. Surveyer, Demandeur principal, et le dit Louis Gauthier, Demandeur en garanti; contre les terres et tenements de ARCHIBALD ANDERSON DICKSON, de la cité de Montréal, Défendeur, tel qu'il appert aux trois causes qui ont été unies et évoquées de la Cour de Circuit, pour le district de Montréal, savoir : Louis J. A. Surveyer, demandeur, et Archibald Anderson Dickson, défendeur, Anselme Lefebvre et Arsène Lefebvre, demandeurs principaux, et Dame Jane A. Smith *et al.*, défendeurs principaux, et Louis Gauthier, demandeur en garantie vs. A. A. Dickson, défendeur en garantie.

Saisi comme appartenant au dit Archibald Anderson Dickson, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain ou emplacement situé en la Côte Saint-Antoine, dans la paroisse Notre-Dame de Grâce, comté d'Hochelaga, faisant front sur le chemin connu comme Avenue Western, contenant cinquante pieds de front (50) sur cent quarante-sept pieds de profondeur (147), mesure anglaise, plus ou moins, consistant en la subdivision numéro six (No. 6), du lot numéro trois cent cinquante (350), la subdivision numéro un (No. 1), du lot numéro trois cent cinquante et un (351), la subdivision (No. 1) numéro un, du lot numéro trois cent cinquante huit (358), la subdivision numéro six (No. 6), du lot numéro trois cent cinquante neuf (359), la subdivision numéro cinq (No. 5), du lot numéro trois cent cinquante-neuf (359), et la subdivision numéro deux (No. 2), du lot numéro trois cent cinquante huit (358), Nos. 350-6, 351-1, 358-1, 359-6, 359-5, 358-2, tous des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la pa-

ness in the city of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of ADOLPHE OUMET, esquire, advocate, of the city and of the district of Montreal, and MISS MARIE CECILE HERMINE HUBERT, spinster, using her rights, also of the said city of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the said Miss Marie Cecile Hermine Hubert, one of the defendants in this cause, the following real estate, viz :

1. A lot of land or emplacement of an irregular shape, situated in the east ward of the city of Montreal, facing Champ de Mars, Gosford and Saint Louis streets, known under the number one hundred and thirty nine (139), on the official plan and book of reference of the said east ward, built up of five houses, of which two in cut stone on Champ de Mars street, two in brick on Saint Louis street, and one in stone and brick of three stories, at the corner of Gosford and Saint Louis streets— and other dependencies.

2. A land situate and lying at a spot called Côte Saint Paul, county of Hochelaga, and running along side the Lachine Canal, known and designated under the number three thousand six hundred and six (3606), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, Saint Augustin village, and containing according to the official cadastre a superficie of eighty eight arpents, eight perches and two hundred and forty feet—with a house, barn, and stable thereon constructed.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty eighth day of June next.

M. JACQUES VILBON,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 13th April, 1887. 1406  
[First published, 16th April, 1887.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } LOUIS J. A. SURVEYER,  
No. 812. } L merchant, and LOUIS  
GAUTHIER, merchant, both of the city and district of Montreal, and the said Louis J. A. Surveyer, principal Plaintiff, and the said Louis Gauthier, Plaintiff in guarantee; against the lands and tenements of ARCHIBALD ANDERSON DICKSON, of the city of Montreal, Defendant, as it appears from the three cases which were united and raised in the Circuit Court for the district of Montreal, viz : Louis J. A. Surveyer, plaintiff, and Archibald Anderson Dickson, defendant, Anselme Lefebvre and Arsène Lefebvre, principal plaintiffs, and Dame Jane A. Smith *et al.*, principal defendants, and Louis Gauthier, plaintiff in guarantee vs. A. A. Dickson, defendant in guarantee.

Seized as belonging to the said Archibald Anderson Dickson, the following real estate, viz :

A piece of ground or emplacement situated at Côte Saint Antoine, in the parish of Notre Dame de Grâce, county of Hochelaga, fronting on the road known as Western Avenue, containing fifty (50) feet in front by one hundred and forty seven (147) feet in depth, english measurement, more or less, formed by the subdivision number six (No. 6), of the lot number three hundred and fifty (350), the subdivision number one (No. 1), of the lot number three hundred and fifty one (351), the subdivision No. 1 number one, of the lot number three hundred and fifty eight (358), the subdivision number six (No. 6), of the lot number three hundred and fifty nine (359), the subdivision number five (No. 5), of the lot number three hundred and fifty nine (359), and the subdivision number two (No. 2), of the lot number three hundred and fifty eight (358) Nos. 350-6, 351-1, 358-1, 359-6, 359-5, 358-2, all of the official plan

roisse de Montréal, et des plan et livre de renvoi de la subdivision officielle des dits lots originaux — avec une maison à deux étages et autres bâtisses sus-érigées, ensemble avec le droit de passage pour toujours, à pied ou en voiture dans la dite Avenue Western entre la propriété et l'Avenue Dorchester, et le droit de passage dans la ruelle en arrière communiquant avec la dite Avenue Dorchester.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juin prochain.

M. JACQUES VILBON, Député Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 13 avril 1887. 1407 2  
[ Première publication, 16 avril 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } J. J. BEAUCHAMP, }  
No. 1398. } J. écuyer, avocat, de Montréal, }  
distrayant ; contre les terres et tenements de JOSEPH AUSSEM, notaire public, de Lachine, dans le district de Montréal. Défendeur, dans une certaine cause où le dit Joseph Aussem, était Demandeur, et Richard Mathews, agent, des cité et district de Montréal, était Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit Joseph Aussem, la jouissance et usufruit sa vie durant, des immeubles ci-après mentionnés et décrits comme suit, savoir :

1. Un terrain sis et situé en la ville de Lachine, dans le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la ville de Lachine, dans le comté Jacques Cartier, sous le numéro quatre cent vingt (420) ; borné en front par le chemin public ou chemin de Lachine — avec les bâtisses dessus construites.

2. Un autre terrain situé au même lieu, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la dite ville de Lachine, sous le numéro quatre cent vingt et un (421) ; borné en front par le chemin public ou chemin de Lachine — avec les bâtisses dessus construites.

Cette dite jouis ance et usufruit créés en faveur du dit Joseph Aussem, en vertu du testament holographe, fait par feu Dame Elizabeth Torrence *alias* Torrence Aussem, son épouse, décédé, daté à Lachine, le quatre août mil huit cent soixante et dix, et de deux codéciles, dont l'un reconnu et signé devant Edwin Gould et Richard Worthington, témoins, le sept août 1872 ; l'autre ne portant pas de date est marqué de la lettre A ; le tout ayant été dûment prouvé devant la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et déposé dans les archives de la dite cour, après la preuve faite de leur authenticité, sur requête à cet effet, présentée le 30 juillet 1873, par Joseph Aussem, écuyer, notaire public, de la ville de Lachine, et Herman H. Torrence *alias* Torrence de Keeseville, dans l'Etat de New York, les exécuteurs testamentaires dûment représentés par Messieurs Trenholm et MacLaren, avocats, appel au certificat de tel dépôt et preuve faite, au protonotaire de la dite cour, en date du premier août 1873, et dûment enregistrés au bureau de l'enregistrement alors de la division de Montréal, maintenant la division de Montréal-Ouest, sous le No. 75,800, le vingt-sept octobre 1873.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise paroissiale de la paroisse de Lachine, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de juin prochain.

M. JACQUES VILBON, Député Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 6 avril 1887. 1337 2  
[ Première publication, 9 avril 1887.]

and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and of the plan and book of reference of the official subdivision of the said original lots—with a two story house and other buildings thereon erected, together with the right of passage for all time on foot or in vehicle in the said Western Avenue between the property and Dorchester Avenue, and the right of passage in the lane in the rear communicating with the said Dorchester Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of June next.

M. JACQUES VILBON, Sheriff's Office, Deputy Sheriff  
Montreal, 13th April, 1887. 1408  
[ First published, 12th April, 1887.]

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Montréal, to wit : } J. J. BEAUCHAMP, esquire, }  
No. 1398. } J. a lawyer, of Montréal, }  
*distraying* ; against the lands and tenements of JOSEPH AUSSEM, notary public, of Lachine, in the district of Montréal, Defendant, in a certain cause in which the said Joseph Aussem, was plaintiff, and Richard Mathews, agent, of the city and district of Montréal, was Defendant.

Seized as belonging to the said Joseph Aussem the enjoyment and usufruct during his lifetime of the real estate hereinafter mentioned and described as follows, to wit :

1. A piece of land situated and lying in the town of Lachine, in the district of Montréal, known and designated on the official plan and book of reference made for the town of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, under the number four hundred and twenty (420) ; bounded in front by the public highway or Lachine road—with the buildings thereon constructed.

2. Another piece of land situated in the same place, known and designated on the official plan and book of reference made for the said town of Lachine, under the number four hundred and twenty one (421) ; bounded in front by the public highway or Lachine road — with the buildings thereon erected.

The said enjoyment and usufruct created in favor of the said Joseph Aussem, in virtue of a holographic will, made by the late Dame Elizabeth Torrence *alias* Torrence Aussem, his wife, deceased, dated at Lachine, the fourth of August, one thousand eight hundred and seventy, and of two codicils, one of which was acknowledged and signed before Edwin Gould and Richard Worthington, witnesses on the 7th August, 1872 ; the other bearing no date is marked by the letter A ; the whole having been duly proven before the superior court, sitting at Montréal, in the district of Montréal, and deposited in the archives of the said court, after their authenticity had been proved, on a petition to this effect presented the 30th July, 1873, by Joseph Aussem, esquire, notary public, of the town of Lachine, and Herman H. Torrence *alias* Torrence, of Keeseville, in the State of New York, the testamentary executors duly represented by Messrs. Trenholm and MacLaren, advocates, as attested on the certificate of such deposit and proof shown by the protonotary of the said court, in date of the first of August, 1873, and duly registered at the registration office of the division of Montréal, now of the division of Montréal West, under the number 75800, the twenty seventh of October, 1873.

To be sold at the parish church door of the parish of Lachine, on the TENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of June next.

M. JACQUES VILBON, Sheriff's Office, Deputy Sheriff  
Montreal, 6th April, 1887. 1338  
[ First published, 9th April, 1887.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **J**EAN LOUIS PELTIER,  
No. 2508. } manufacturier de chaussures, de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de JOSEPH AUBERTIN, de East Hereford, district de Saint-François, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé en la ville de Longueuil, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Longueuil, comté de Chambly, sous le numéro deux cent soixante et dix-neuf (279), contenant soixante pieds de largeur sur cent trente pieds de profondeur, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, formant sept mille huit cent pieds en superficie; borné en front par la rue Saint-Alexandre, en profondeur par le numéro deux cent quatre-vingt-dix, d'un côté par le numéro deux cent soixante-dix-huit, et de l'autre côté par le numéro deux cent quatre-vingt—avec une maison en bois et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Longueuil, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix huitième jour de juin prochain.

Bureau du Shérif, Montréal, 6 avril 1887. J. F. DUBREUIL, Député Shérif. 1335 2  
[ Première publication, 9 avril 1887 ]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **W**ILLIAM BARNARD  
No. 894. } SAMUEL REDDY,  
de la cité de Montréal, écuyer, notaire public, Demandeur; contre les terres et tenements de ROBERT McBRIDE, des cité et district de Montréal, charretier, tant individuellement qu'en sa qualité de tuteur dûment nommé à ses enfants mineurs Katie Ann McBride, Edward McBride, William McBride et Alice Jane McBride, issus de son mariage avec feu Alice McKillican, son épouse, décédée, Défendeur.

Ce lot de terre sis et situé sur la rue Saint-Dominique, dans le quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro mil vingt-six (1026); borné en front par la rue Saint-Dominique—avec maison et dépendances sur-érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de juin prochain.

Bureau du Shérif, Montréal, 6 avril 1887. M. JACQUES VILBON, Député Shérif. 1333 2  
[ Première publication, 9 avril 1887. ]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **J**EAN LOUIS PELTIER,  
No. 2508 } manufacturer of boots and shoes, of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH AUBERTIN, of East Hereford, district of Saint Francis, Defendant.

A lot of land or emplacement situate and lying in the town of Longueuil, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Longueuil, county of Chambly, under the number two hundred and seventy nine (279), containing sixty feet in width by one hundred and thirty feet in depth, more or less; the precise measure not being guaranteed, forming seven thousand eight hundred feet in superficies; bounded in front by Saint Alexander street, in depth by the number two hundred and ninety, on one side by the number two hundred and seventy eight and on the other side by the number two hundred and eighty—with a wooden house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Longueuil, on the TENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of June next.

Sheriff's Office, Montreal, 6th April, 1887. J. F. DUBREUIL, Deputy Sheriff. 1336  
[ First published, 9th April, 1887. ]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **W**ILLIAM BARNARD  
No. 894 } SAMUEL REDDY, of the city of Montreal, esquire, notary public, Plaintiff; against the lands and tenements of ROBERT McBRIDE, of the city and district of Montreal, carter, as well individually as in his quality of tutor duly appointed to his minor children Katie Ann McBride, Edward McBride, William McBride and Alice Jane McBride, issued of his marriage with the late Alice McKillican, his wife, deceased, Defendant.

That certain lot of land situate and being on Saint Dominique street, in the Saint Louis ward, of the said city of Montreal, and known and designated on the official plan and in the book of reference of the said ward, by the number one thousand and twenty six (1026); bounded in front by Saint Dominique street—with dwelling house and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JUNE next, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty seventh day of June next.

Sheriff's Office, Montreal, 6th April, 1887. M. JACQUES VILBON, Deputy Sheriff. 1334  
[ First published, 9th April, 1887. ]

**Ventes par le Shérif.—Quebec.**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 714 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui

**Sheriff's Sales.—Quebec**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other* oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale oppositions

précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

*Dans la Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de Québec, No. 1607. } **DANS** l'affaire de JOSEPH GASPARD GINGRAS, imprimeur, et EUGENE ROUILLARD, notaire, tous deux de la cité de Québec, faisant affaires en société, en la cité de Québec, comme imprimeurs et éditeurs, sous les nom et raison de Joseph G. Gingras & Compagnie, faillis ; James Reid, requérant cession de biens, et Henry A. Bedard, curateur.

Saisi en vertu d'un bref émané par le dit curateur.

No. 888, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, Banlieue de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Metcalf—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif. Québec, 12 mai 1887. [Première publication, 14 mai 1887.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **L** A CORPORATION DE LA VILLE DE LEVIS, corps politique et incorporé ayant son principal bureau et lieu d'affaires en la ville de Lévis ; contre DAMASE HALLE, de Saint-David de l'Aube Rivière, à savoir :

La moitié sud-ouest du No. 414, du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, en la ville de Lévis, contenant cinquante pieds de front, situé sur la rue Saint Laurent ; borné au nord-ouest par la dite rue, au sud-est à Saint-David de l'Aube Rivière—avec la moitié côté sud-ouest de la maison sus-érigée, circonstances et dépendances.

A la charge d'une rente foncière annuelle de sept piastres et cinquante cents, payable le premier mai, à William Chapman ou ses représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-David de l'Aube Rivière, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de juillet prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif. Québec, 12 mai 1887. [Première publication, 14 mai 1887.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **A** MABLE COTÉ, de la No. 362. } A paroisse de Saint-Agapi de Beauvillage, marchand ; contre PIERRE CAYA, de la paroisse de Saint-Flavien, cultivateur, à savoir :

Le No. 388, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Flavien, étant une terre située en la concession de la Côte Saint-Joseph, contenant un arpent et demi de front sur quarante-trois arpents et demi de profondeur ; borné en front vers le nord-est au chemin central de la seigneurie Sainte-Croix, en arrière au sud-ouest et du côté nord par Ferdinand Dubois, et du côté sud par Ludger Charest—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Flavien, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de juillet prochain.

ALLEYN & PAQUET

Bureau du Shérif. Québec, 12 mai 1887. [Première publication, 14 mai 1887.]

*afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

*In the Superior Court.*

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, No. 1607. } **IN RE:** JOSEPH GASPARD GINGRAS, printer, et EUGENE ROUILLARD, notary, both of the city of Quebec, carrying on business in partnership, at the city of Quebec, as printers and publishers, under the style and firm of Joseph G. Gingras & Company, insolvents ; James Reid, petitioner for assignment, and Henry A. Bedard, carator.

Seized in virtue of the Warrant issued by the said curator.

No. 888, of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, Banlieue of the city of Quebec, being an emplacement situate on Metcalf street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the morning.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 12th May, 1887. [First published, 14th May, 1887.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **T** HE CORPORATION OF THE TOWN OF LEVIS, a body politic and corporate having its principal office and place of business in the town of Lévis ; against DAMASE HALLE, of Saint David de l'Aube Rivière, to wit :

The south western half of the No. 414, of the official cadastre for Saint Lawrence ward, in the town of Lévis, containing fifty feet of frontage, situated on Saint Lawrence street ; bounded on the north west by the said street, on the south east by Saint David de l'Aube Rivière—with the half south west side of the house thereon erected, circumstances and dependencies.

With the obligation of an annual ground rent of seven dollars and fifty cents, payable on the first of May, to William Chapman or his representatives.

To be sold at the door of the parish church of Saint David de l'Aube Rivière, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of July next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 12th May, 1887. [First published, 14th May, 1887.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **A** MABLE COTÉ, of the No. 362. } A parish of Saint Agapit de Beauvillage, merchant ; against PIERRE CAYA, of the parish of Saint Flavien, farmer, to wit :

The lot No. 388, of the official cadastre of the parish of Saint Flavien, being a land situated in the concession of Côte Saint Joseph, containing one arpent and a half in front by forty three arpents and a half in depth ; bounded in front towards the north east by the central road of the seigniorie of Sainte Croix, in the rear to the south west and on the north side by Ferdinand Dubois, and on the south side by Ludger Charest—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Flavien, on the FIFTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of July next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 12th May, 1887. [First published, 14th May, 1887.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LOUIS ESQUIAMBRE DIT**  
 No. 1699. } **SANSFAÇON**, de la  
 paroisse de Saint-Charles Borromée, de Charles-  
 bourg, cultivateur; contre **LUCE POULIN**, du  
 même lieu, épouse du dit Louis Esquiambre dit  
 Sansfaçon, et Charles Narcisse Hamel, de la dite  
 paroisse de Charlesbourg, et Ulric Tessier, de la  
 cité de Québec, avocats et procureurs, pratiquant  
 comme tels en société, à Québec, sous les nom et  
 raison de Hamel & Tessier, procureurs distrayants  
 du demandeur.

Saisi comme appartenant à la dite Luce Poulin,  
 savoir :

Le No. 422, du cadastre officiel de la paroisse de  
 Charlesbourg, comté de Québec, étant un lot de  
 terre situé concession sud-ouest du domaine de  
 Saint-Pierre, contenant deux arpents et trente  
 perches en superficie—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
 de Charlesbourg, le DIX-HUITIÈME jour de  
 JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-  
 midi. Le dit bref rapportable le vingt-deuxième  
 jour d'août prochain.

ALLEYN &amp; PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Québec, 12 mai 1887. 7717

[Première publication, 14 mai 1887.]

## FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **JOSEPH PLAMONDON**,  
 No. 2738. } de Québec, corroyeur ;  
 contre **ALPHONSE RICHARD**, ci-devant de  
 Québec, corroyeur, et maintenant de lieux incon-  
 nus, dans les États-Unis d'Amérique, à savoir :

1° Un dix-huitième du lot No. 1251, du cadastre  
 officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de  
 Québec, étant un emplacement contenant 71  
 pieds de front sur la rue Saint-Valier, sur 136  
 pieds de profondeur—avec bâtisses.

2° Un dix-huitième du No. 23, du cadastre  
 officiel de la paroisse de l'Ancienne Lorette,  
 étant un lot de terre situé Côte Saint-Pierre.

3° Un dix-huitième du No. 86, du cadastre  
 officiel de la paroisse de l'Ancienne Lorette,  
 étant un lot de terre situé Côte Saint-Paul—avec  
 bâtisses.

4° Un dix-huitième du No. 87, du cadastre  
 officiel de la paroisse de l'Ancienne Lorette, étant  
 un lot de terre situé Côte Saint-Paul.

5° Un dix-huitième du No. 1273, du cadastre  
 officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de  
 Québec, étant un emplacement situé au coin des  
 rues Colombe et Turgeon—avec abris.

6° Un dix-huitième du No. 1274, du cadastre  
 officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de  
 Québec, étant un emplacement située rue Tur-  
 geon—avec abris.

7° Un dix-huitième du No. 1299, du calastre  
 officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de  
 Québec, étant un emplacement situé rue Belleau  
 —avec bâtisses.

8° Un dix-huitième du No. 45, du cadastre  
 officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, Banlieue  
 de la cité de Québec, étant un emplacement situé  
 au coin des rues Falardeau et Saint-Ambroise—  
 avec bâtisses.

Les lots deuxièmement, troisièmement et qua-  
 trièmement, pour être vendus en un seul et même  
 lot, à la porte de l'église paroissiale de l'Ancienne  
 Lorette, le SEIZIÈME jour de JUILLET pro-  
 chain, à DIX heures du matin ; les lots première-  
 ment, cirquièrement, sixièmement, septièmement  
 et huitièmement décrits, en mon bureau,  
 en la cité de Québec, le DIX-HUITIÈME jour de  
 JUILLET prochain, à DIX heures du matin ; les  
 lots en cinquième et sixième lieu décrits, pour

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **LOUIS ESQUIAMBRE DIT**  
 No. 1699. } **SANSFAÇON**, of the parish  
 of Saint Charles Borromée de Charlesbourg, far-  
 mer ; against **LUCE POULIN**, of the same place,  
 wife of the said Louis Esquiambre dit Sansfaçon,  
 and Charles Narcisse Hamel, of the said parish of  
 Charlesbourg, and Ulric Tessier, of the city of  
 Quebec, advocates and solicitors, practising as such  
 in partnership, at Quebec, under the name and  
 style of Hamel & Tessier, solicitors distrayants  
 of the Plaintiff.

Seized as belonging to the said Luce Poulin, to  
 wit :

The No. 422, of the official cadastre of the parish  
 of Charlesbourg, county of Quebec, being a lot of  
 land situated in the south west concession of the  
 Domaine de Saint-Pierre, containing two arpents  
 and thirty perches in superficies—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of  
 Charlesbourg, on the EIGHTEENTH day of JULY  
 next, at TWO o'clock in the afternoon. The said  
 writ returnable on the twenty second day of  
 August next.

ALLEYN &amp; PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Quebec, 12th May, 1887. 1718

[First published, 14th May, 1887.]

## FIERI FACIAS.

Circuit of Québec.

Quebec, to wit : } **JOSEPH PLAMONDON**, of  
 No. 2738. } Québec, currier ; against  
**ALPHONSE RICHARD**, formerly of Québec,  
 currier, and now of parts unknown, in the United  
 States of America, to wit :

1° An eighteenth of the lot No. 1251, of the  
 official cadastre of Jacques Cartier ward, of the  
 city of Québec, being an emplacement containing  
 71 feet of frontage on Saint Valier street by 136  
 feet in depth—with buildings.

2° An eighteenth of the No. 23, of the official  
 cadastre of the parish of Ancienne Lorette, being  
 a lot of land situated at Côte Saint Pierre.

3° An eighteenth of the No. 86, of the official  
 cadastre of the parish of Ancienne Lorette, being  
 a lot of land situated at Côte Saint Paul—with  
 buildings.

4° An eighteenth of the No. 87, of the official  
 cadastre of the parish of Ancienne Lorette, being  
 a lot of land situated at Côte Saint Paul.

5° An eighteenth of the No. 1273, of the official  
 cadastre of Jacques Cartier ward, of the city of  
 Québec, being an emplacement situated at the  
 corners of Colomb and Turgeon streets—with  
 sheds.

6° An eighteenth of the No. 1274, of the official  
 cadastre of Jacques Cartier ward, of the city of  
 Québec, being an emplacement situated on Tur-  
 geon street—with sheds.

7° An eighteenth of the No. 1299, of the official  
 cadastre of Jacques Cartier ward, of the city of  
 Québec, being an emplacement situated on Belleau  
 street—with buildings.

8° An eighteenth of the No. 45, of the official  
 cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the  
 suburbs of the city of Québec, being an emplace-  
 ment situated at the corner of Falardeau and  
 Saint Ambroise streets—with buildings.

The lots secondly, thirdly and fourthly, to be sold  
 in one and the same lot, at the parochial church  
 door of the parish of Ancienne Lorette, on the  
 SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock  
 in the forenoon ; the lots firstly, fifthly, sixthly,  
 seventhly and eighthly described, to be sold in  
 my office, in the city of Québec, on the EIGH-  
 TEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in  
 the forenoon. The lots in fifth and sixth place  
 described, will be sold in one and the same lot.

être vendus en un seul et même lot. Le dit bref rapportable le seizième jour d'août prochain.  
**ALLEYN & PAQUET,**  
 Bureau du Shérif, Shérif.  
 Québec, 12 mai 1887. 1715  
 [Première publication, 14 mai 1887.]

The said writ returnable on the sixteenth day of August next.  
**ALLEYN & PAQUET,**  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Quebec, 12th May, 1887. 1716  
 [First published, 14th May, 1887.]

**FIERI FACIAS.**  
 Québec, à savoir: } **JOSEPH EDOUARD**  
 No. 1709. } **FLAMAND** dit LA-  
**DRIERE**, de la ville de Lévis, écuyer, médecin; contre **DAME SOPHRONIE ST. PIERRE**, de la ville de Fraserville, dans le district de Kamouraska, veuve de Jean Honoré Langlois, en son vivant, de la ville de Lévis, à savoir:

**FIERI FACIAS.**  
 Quebec, to wit: } **JOSEPH EDOUARD FLA-**  
 No. 1709. } **MAND** dit LADRIERE, of the town of Lévis, esquire, physician; against **DAME SOPHRONIE ST. PIERRE**, of the town of Fraserville, in the district of Kamouraska, widow of Jean Honoré Langlois, in his lifetime, of the town of Lévis, to wit:

Le No. 410, du cadastre officiel du quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé en la paroisse de Saint-David de l'Aube Rivière, contenant environ soixante-quinze pieds de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du grand chemin à aller au Cap, touchant à l'est à un nommé Partridge ou représentant, à l'ouest à William Chapman — avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

No. 410, of the official cadaster of Lauzon ward, of the town of Lévis, being an emplacement situate in the parish of Saint David de l'Aube Rivière, containing about seventy five feet in width by the depth whatever there may be, starting from the highway and running to the Cape, touching on the east one named Partridge or representatives, on the west William Chapman, — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-David de l'Aube Rivière, le VINGTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de mai prochain.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint David de l'Aube Rivière, on the TWENTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of May next.

**ALLEYN & PAQUET,**  
 Bureau du Shérif, Shérif.  
 Québec, 17 mars 1887. 1103 3  
 [Première publication, 19 mars 1887.]

**ALLEYN & PAQUET,**  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Quebec, 17th March, 1887. 1104  
 [First published, 19th March, 1887.]

**FIERI FACIAS.**  
 Québec, à savoir: } **PATRICK BARDEN**, de la  
 No. 1805. } paroisse de Sainte-Agathe, cultivateur; contre **PATRICK McLAUGHLIN**, de la paroisse de Saint-Sylvestre, cultivateur, à savoir:

**FIERI FACIAS.**  
 Quebec, to wit: } **PATRICK BARDEN**, of the  
 No. 1805. } parish of Sainte Agathe, farmer; against **PATRICK McLAUGHLIN**, of the parish of Saint Sylvestre, farmer, to wit:

Le No. 583, du cadastra officiel de la paroisse de Saint-Sylvestre, étant un certain lot de terre situé en la concession Handkerchief, de trois arpents de front sur une profondeur irrégulière, formant une superficie de cent arpents — avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

No. 583, of the official cadaster of the parish of Saint Sylvestre, being a certain lot of land situate in the concession Handkerchief, of three arpents in front by an irregular depth, forming a superficies of one hundred arpents — with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sylvestre, le VINGTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-ème jour de mai prochain.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sylvestre, on the TWENTIETH day of MAY next, at TWO o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of May next.

**ALLEYN & PAQUET,**  
 Bureau du Shérif, Shérif.  
 Québec, 17 mars 1887. 1101 3  
 [Première publication, 19 mars 1887.]

**ALLEYN & PAQUET,**  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Quebec, 17th March, 1887. 1102  
 [First published, 19th March, 1887.]

**Ventes par le Shérif — Richelieu.**

**Sheriff's Sales — Richelieu.**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepte dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

*Cour Supérieure du district de Richelieu.*

Sorel, à savoir: } **FRANÇOIS LABELLE**, De-  
No. 3075. } mandeur; contre **LOUIS LABELLE**, Défendeur; et **A. A. Taillon**, curateur aux biens du dit défendeur, dûment nommé par ordre de la Cour Supérieure, en date du vingt-huitième jour du mois de décembre 1886, et dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu de l'article 772 du code de procédure civile du Bas-Canada, tel qu'amendé par l'acte 48 Vict., chap. 22, sect. 6.

Un morceau de terre situé en la ville de Sorel, sur la rue Charlotte, connu au cadastre officiel de la dite ville de Sorel, sous le numéro sept cent trente et un (No. 731), de la contenance de trente-trois pieds de front sur cent trente-deux pieds de profondeur, le tout plus ou moins; tenant devant à la dite rue Charlotte, en profondeur au lot No. 743, d'un côté au lot No. 730, et d'autre côté au lot No. 731—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la ville de Sorel, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 14 avril 1887. [Première publication, 16 avril 1887.]

*Superior Court of the district of Richelieu.*

Sorel, to wit: } **FRANÇOIS LABELLE**, Plain-  
No. 3075. } tiff; against **LOUIS LABELLE**, Defendant; and **A. A. Taillon**, curator to the property of the said defendant, duly appointed by order of the Superior Court, in date of the twenty eighth day of the month of December, 1886, and duly authorized in this case, in virtue of article 772 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, as amended by act 48 Victoria, chapter 22, section 6.

A piece of land situated in the town of Sorel, on Charlotte street, known on the official cadastre of the said town of Sorel, under the number seven hundred and thirty one (No. 731), consisting of thirty three feet of frontage by one hundred and thirty two feet in depth, the whole more or less, adjoining in front to the said Charlotte street, in depth to the lot No. 743, on one side to the lot No. 730, and on the other side to the lot No. 731—with the buildings thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff for the district of Richelieu, in the court house, in the town of Sorel, in the SEVENTEENTH day of the month of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sorel, 14th April, 1887. [First published, 16th April, 1887.]

**Ventes par le Shérif.—Rimouski**

**A VIS PUELIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; des oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six ours après le rapport du Bref.

**ALIAS FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure siégeant à Rimouski.*

Province de Québec, } **LOUIS CANUEL**, de la  
District de Rimouski. } paroisse de Sainte-  
No. 1414. } Anne de la Pointe-au-Père,  
rentier, Demandeur; contre **JEAN HEPPEL**, du même lieu, cultivateur, Défendeur, savoir:

Une terre située en la paroisse de Sainte-Anne de la Pointe-au-Père, formant cent six arpents en superficie, numéro quatorze (14), des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint Germain de Rimouski, maintenant compris dans la paroisse de Sainte-Anne de la Pointe-au-Père—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Cette vente faite sans préjudice aux droits que pourrait avoir Adélarde Heppel, enfant mineur du défendeur.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de la Pointe-au-Père, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN prochain (1887), à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le septième jour de juillet aussi prochain (1887).

**ALFR. MARTIN,**

Bureau du Shérif, Rimouski, 12 avril 1887. [Première publication, 16 avril 1887.]

**Sheriff's Sales—Rimouski**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS, have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afn annuler, afn de distraire, afn de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale: oppositions *afn de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**ALIAS FIERI FACIAS.**

*Superior Court sitting at Rimouski.*

Province of Québec, } **LOUIS CANUEL**, of the  
District of Rimouski. } parish of Sainte Anne  
No. 1414. } de la Pointe-au-Père, gentleman, Plaintiff; against **JEAN HEPPEL**, of the same place, farmer, Defendant, to wit:

A land situated in the parish of Sainte Anne de la Pointe-au-Père, forming one hundred and six arpents in superficie, number fourteen (14), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Germain de Rimouski, now comprised in the parish of Sainte Anne de la Pointe-au-Père—with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies. The said sale made without prejudice to any right that Adélarde Heppel, a minor child, may have.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de la Pointe-au-Père, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, (1887), at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventh day of July next, (1887).

**ALFR. MARTIN,**

Sheriff's Office, Rimouski, 12th April, 1887. [First published, 16th April, 1887.]

## Ventes par le Shérif.—Saguenay

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir: } **THOMAS CARRÉ**, cultivateur, de la paroisse Saint-Fidèle, et **FERDINAND BILODEAU**, fils de feu Etienne, cultivateur et navigateur, à savoir:

Quatre arpents et deux perches de terre de front sur trente arpents de profondeur, étant le lot No. 400, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Fidèle, situés dans le rang du Cap à l'Aigle; bornés au sud-est par le No. 399, au nord-ouest par le No. 401, au nord-est par le No. 398, et au sud-ouest par la ligne limitative entre la paroisse Saint-Fidèle et la paroisse de la Malbaie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire néanmoins du dit lot un emplacement d'un arpent carré qui y est enclavé, et appartenant à Théodore Bilodeau—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Saint-Fidèle, le **DIX-NEUVIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de juillet prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif,  
Malbaie, 9 mai 1887.Shérif,  
1697

(Première publication, 14 mai 1887.)

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir: } **JOSEPH DUFOUR**, cultivateur, de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres; contre **EPIPHANE DESGAGNERS** et **FERDINAND HARVEY**, du même lieu, cultivateur, à savoir: Comme appartenant au dit Epiphane Desgagners.

1. Trois arpents de terre de front sur trente arpents de profondeur, faisant partie des lots Nos. 244 et 528, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, sis et situés dans le rang de la Baleine; bornés au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud aux terres de François Leclerc, Cyprien Desgagners, Dame veuve Martial Harvey et Dosithe Castonguay, au nord-est à Ferdinand Harvey, au sud-ouest à Joseph Boudreault—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Six perches de terre de front sur la profondeur de basse à haute marée, étant le No. 299, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, situées dans le rang des Prairies; bornées au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud à Léandre Tremblay, au nord-est à Timothé Desgagners, au sud-ouest à Léandre Tremblay—sans bâtisses.

3. Un arpent et un quart de terre de front sur la profondeur depuis la base marée au chemin

## Sheriff's Sales—Saguenay.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make the same known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are requested to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit: } **THOMAS CARRÉ**, farmer, of No. 662, of the parish of Saint Fidèle; and **FERDINAND BILODEAU**, Son of the late Etienne, farmer and mariner, to wit:

A land of four arpents and two perches of frontage by thirty arpents in depth, being the lot No. 400, of the official cadastre of the parish of Saint Fidèle, situated in the range of Cap à l'Aigle; bounded on the south east by the No. 399, on the north west by the No. 401, on the north east by the No. 398, and on the south west by the dividing line between the parish of Saint Fidèle and the parish of Malbaie—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Is excepted, however from the said lot an emplacement of one square arpent which is therein enclosed, and belonging to Theodore Bilodeau—with the buildings thereon constructed.

To be sold at the door of the parish church of Saint Fidèle, on the **NINETEENTH** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of July next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office,  
Malbaie, 9th May 1887.Sherrif,  
1693

[First published, 14th May, 1887.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit: } **JOSEPH DUFOUR**, farmer, of No. 650, of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres; against **EPIPHANE DESGAGNERS** and **FERDINAND HARVEY**, of the same place, farmer, to wit: As belonging to the said Epiphane Desgagners.

1. Three arpents of land in front by thirty arpents in depth, and forming part of lots Nos. 244 and 528, of the official cadastre of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, situate and lying in the range of La Baleine; bounded to the north by the river Saint Lawrence, to the south by the lands belonging to François Leclerc, Cyprien Desgagners, Dame widow Martial Harvey and Dosithe Castonguay, to the north east by Ferdinand Harvey, to the south west by Joseph Boudreault—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Six perches of land in front by the depth of low and high tide, being No. 299, of the official cadastre of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, situate in the range *Des Prairies*; bounded to the north by the river Saint Lawrence, to the south by Léandre Tremblay, to the north east by Timothé Desgagners, to the south west by Léandre Tremblay—without buildings.

3. One arpent and a quarter of land in front by the depth from low tide to the Queen's highway,

Royal, dans le rang de la Baleine, étant le lot No. 525, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres; bornés au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud au chemin Royal, au nord-est à Maxime Harvey, et au sud-ouest à Narcisse Desgagners—sans bâtisses.

Comme appartenant à Ferdinand Harvey.

4. Deux arpents de terre de front sur trente arpents de profondeur, faisant partie des lots Nos. 244 et 528, du cadastre officiel de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, situés dans le rang de la Baleine; bornés au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud aux terres de François Leclerc, Cyprien Desgagners, Dame veuve Martial Harvey et Dosithe Castonguay, au nord-est partie à Alexis Desbiens et partie aux représentants de Clément Tremblay, et au sud-ouest à Epiphane Desgagners—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juin prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shéri,  
Malbaie, 14 mars 1887. 1075 3

[Première publication, 19 mars 1887.]

in the range of *La Baleine*, being lot No. 525, of the official cadastre of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres; bounded to the north by the river Saint Lawrence, to the south by the Queen's highway, to the north east by Maxime Harvey, and to the south west by Narcisse Desgagners—without buildings.

As belonging to Ferdinand Harvey.

4. Two arpents of land in front by thirty arpents in depth, forming part of lots Nos. 244 and 528, of the official cadastre of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, situate in the range of *La Baleine*; bounded to the north by the river Saint Lawrence, to the south by the lands belonging to François Leclerc, Cyprien Desgagners, Dame widow Martial Harvey and Dosithe Castonguay, to the north east partly by Alexis Desbiens and partly by the representatives of Clément Tremblay, and to the south west by Epiphane Desgagners—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of June next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Malbaie, 14th March, 1887. 1070

[First published, 19th March, 1887.]

## Ventes par le Shérif—St. François

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toute personne ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; ces oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du *Bref*.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir: } DAME HANNAH  
No. 55. } PELLE, de Chelsea, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis de l'Amérique, veuve de feu Stephen Clark, et maintenant épouse séparée de biens de Leslie G. Pells, de Chelsea susdit, gentilhomme, et par lui dûment autorisée à ester en justice, et le dit LESLIE G. PELLE, dans le but de telle autorisation, Demanderesse; contre les terres et tenements de PETER BERARD, du canton de Westbury, en le district de Saint-François, Défendeur, à savoir:

La moitié sud de la moitié ouest du lot numéro quatorze, dans le premier rang du dit canton de Westbury, contenant ou supposé contenir cinquante acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau du registrateur pour la division d'enregistrement du comté de Compton, en le village de Cookshire, en le dit district, le VINGTIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le septième jour de juin prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif, Shéri,  
Sherbrooke, 14 mars 1887. 995 3

[Première publication, 19 mars 1887.]

## Sheriff's Sales.—St. Francis.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Saint Francis, to wit: } DAME HANNAH  
No. 55. } PELLE, of Chelsea, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, widow of the late Stephen Clark, and now wife *séparée de biens* of Leslie G. Pells, of Chelsea aforesaid, gentleman, and by him duly authorized to *ester en justice*, and the said LESLIE G. PELLE, for the purpose of such authorization, Plaintiffs; against the lands and tenements of PETER BERARD, of the township of Westbury, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit:

The south half of the west half of the lot number fourteen, in the first range of the said township of Westbury, containing or supposed to contain fifty acres of land, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in said district, on the TWENTIETH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventh day of June next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Sherbrooke, 14th March, 1887. 995

[First published, 19th March, 1887.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Saint-François, à savoir : } **LA CORPORATION**  
 No. 60. } **DE LA CITE DE**  
**SHERBROOKE**, corps politique et incorporé,  
 ayant son principal bureau et place d'affaires en  
 la cité de Sherbrooke, en le district de Saint-  
 François, Demanderesse; contre les terres et  
 ténements de **WALTER W. BECKETT**, du même  
 lieu, Défendeur, à savoir :

Le lot de terre situé sur les rues Commercial et  
 Melbourne, en la dite cité de Sherbrooke, désigné  
 comme lot numéro neuf cent cinquante-deux  
 (952), sur le plan du cadastre et au livre de renvoi  
 pour le quartier nord de la dite cité de Sher-  
 brooke—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais  
 de justice, en la dite cité de Sherbrooke, le  
 DIXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures  
 de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le  
 trentième jour de juillet prochain.

**C. W. WHITCHER,**

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
 Sherbrooke, 6 avril 1887. 1331 2  
 [Première publication, 9 avril 1887.]

**MANDAT DE CURATEUR.**

*Cour Supérieure.*

Saint-François, à savoir : } **DANS l'affaire de**  
 No. 15. } **FREDERIC**  
**PIERCE**, Défendeur, et **HENRY A. ODELL**, Cura-  
 teur.

Cette lisière de terre située dans le canton de  
 Clifton, en le district de Saint-François, connue  
 et désignée comme partie du lot numéro vingt-  
 trois, dans le onzième rang du dit canton de Clif-  
 ton, située sur le côté nord du chemin public,  
 courant du Pont à travers la rivière au Saumon  
 jusqu'à Compton, et décrite comme suit : commen-  
 çant au bout ouest du dit Pont; et de là le  
 long du côté nord du dit chemin public quatre-  
 vingt-seize pieds; de là nord ou vers le nord neuf  
 perches et demie; de là est ou vers l'est six per-  
 ches; de là sud neuf perches et demie jusqu'au  
 point de départ, sauf et excepté d'icelle un mor-  
 ceau du coin sud-est décrit comme suit : commen-  
 çant au bout sud-est du dit Pont; de là le long du  
 côté nord du dit chemin public, quarante-huit  
 pieds; de là sud quatre-vingt-quatre pieds jus-  
 qu'au point de départ. Le dit morceau de terre  
 appartenant au dit défendeur—ensemble avec  
 toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations  
 faites, appartenant au dit défendeur.

Pour être vendue au bureau du registra-  
 teur pour la division d'enregistrement du comté de  
 Compton, en le village de Cookshire, en le dit dis-  
 trict, le VINGTIEME jour de MAI prochain, à  
 DIX heures de l'avant-midi.

**G. F. BOWEN,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Sherbrooke, 11 mars 1887. 993 3  
 [Première publication, 19 mars 1887.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Saint-François, à savoir : } **HUBERT C.**  
 No. 825. } **CABANA,**  
 de la cité de Sherbrooke, en le district de Saint-  
 François, protonotaire, Demandeur; contre les  
 terres et ténements de **JOSEPH LEDOUX**, de la  
 ville de Richmond, en le dit district de Saint-  
 François, tant personnellement et individuelle-  
 ment qu'en sa qualité de tuteur d'icelle nommé  
 à ses enfants mineurs, Défendeur, à savoir :

Comme lui appartenant personnellement.  
 Premièrement.—La moitié nord-est de la moitié  
 nord-ouest du lot numéro vingt, dans le deuxième  
 rang du canton de Melbourne, en le dit district,  
 étant de quatre arpents et demi de largeur sur  
 quatorze arpents de profondeur, contenant cin-  
 quante acres en superficie, plus ou moins, et  
 l'allocation pour chemins publics, sauf et excepté  
 le droit de passage ou voie de la compagnie du

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Saint Francis, to wit : } **THE CORPORATION**  
 No. 60. } **OF THE CITY OF**  
**SHERBROOKE**, a body corporate and politic  
 having its head office and chief place of business  
 at the city of Sherbrooke, in the district of Saint  
 Francis, Plaintiff; against the lands and tenements  
 of **WALTER W. BECKETT**, of the same  
 place, Defendant, to wit :

The lot of land situated on Commercial and  
 Melbourne streets, in the said city of Sherbrooke,  
 designated as lot number nine hundred and fifty  
 two (952), on the cadastral plan and book of refer-  
 ence for the north ward of the said city of Sher-  
 brooke—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, at the court  
 house, in said city of Sherbrooke, on the TENTH  
 day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the  
 forenoon. The said writ returnable on the thir-  
 tieth day of July next.

**C. W. WHITCHER,**

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
 Sherbrooke, 6th April, 1887. 1332  
 [First published, 9th April, 1887.]

**CURATOR'S WARRANT.**

*Superior Court.*

Saint Francis, to wit : } **IN the matter of FRE-**  
 No. 15. } **DERICK PIERCE,**  
 Defendant, and **HENRY A. ODELL**, Curator.

That certain tract of land situate in the town-  
 ship of Clifton, in the district of Saint Francis,  
 known and described as part of lot number  
 twenty three, in the eleventh range of the said  
 township of Clifton, lying on the north side of the  
 highway, running from the bridge across the Sal-  
 mon rivers to Compton, and described as follows :  
 commencing at the west end of the said bridge,  
 and from thence along the north side of the said  
 highway ninety six feet; thence north or  
 northerly nine and a half rods; thence east or  
 easterly six rods, thence south nine and a half  
 rods to the place of beginning, save and except  
 therefrom a piece out of the south east corner  
 described as follows : commencing at the south  
 west end of the said bridge; thence along the  
 north side of the said highway, forty eight feet;  
 thence south eighty four feet to the place of  
 beginning. Said parcel of land so belonging to the  
 said defendant's estate—together with all the  
 buildings and improvements thereon erected,  
 belonging to defendant's estate.

To be sold at the registry office of the registra-  
 tion division of the county of Compton, at the  
 village of Cookshire, in said district, on the  
 TWENTIETH day of MAY next, at TEN o'clock  
 in the forenoon.

**G. F. BOWEN,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Sherbrooke, 11th March, 1887. 994  
 [First published, 19th March, 1887.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Saint Francis, to wit : } **HUBERT C. CABANA,**  
 No. 825. } **H** of the city of Sher-  
 brooke, in the district of Saint Francis, prothono-  
 tary, Plaintiff; against the lands and tenements  
 of **JOSEPH LEDOUX**, of the town of Richmond,  
 in the said district of Saint Francis, both person-  
 ally and individually as well in his quality of tutor  
 duly appointed to his minor children, Defendant,  
 to wit :

As belonging to him personally.  
 Firstly.—The north east half of the north west  
 half of the lot number twenty, in the second  
 range of the township of Melbourne, in said dis-  
 trict, being four arpents and a half in width by  
 fourteen arpents in depth, containing fifty acres  
 in superficies, more or less, and allowance for  
 highways, save and except the right of way or  
 track of the Missisquoi and Black River Valley

chemin de fer Missisquoi et Black River Valley à travers la dite terre, tel que le dit morceau de terre se poursuit et comporte—avec une maison, grange et hangar sus-érigés.

Deuxièmement.—Une partie du lot numéro dix-neuf, dans le deuxième rang du dit canton de Melbourne, étant un emplacement d'un quart d'acre en superficie, plus ou moins, à distraire de l'extrême coin nord-est du dit lot, de forme triangulaire; bornée en front vers le nord-est par le chemin de la Reine, du côté sud-est par le morceau de terre ci-dessus en premier lieu décrit, et au sud-ouest par la dite voie du chemin de fer—avec maison et hangar sus-érigés.

**Propriété des Ledoux mineurs.**

1<sup>o</sup> Partie du lot numéro seize, dans le quatorzième rang des lots du canton de Cleveland, connue comme une lisière de terre de quarante-huit pieds de largeur, mesure anglaise, à distraire du côté nord du lot numéro un, sur un certain plan de terrain de lots, en la ville de Richmond, la dite lisière de terre courant en arrière quatre-vingt pieds, dite mesure, plus ou moins; bornée en front vers l'ouest par le chemin de la Reine (rue Principale), en arrière par partie du dit lot numéro un, ci-devant vendue à feu John McKenty, jr., du côté nord par le lot numéro deux, appartenant à W. E. Jones, et de l'autre côté au sud par partie du dit lot numéro un, appartenant à Mary A. C. Dillon.

2<sup>o</sup> Partie du lot numéro seize, dans le quatorzième rang du dit canton de Cleveland, et étant une lisière de terre de six pieds de largeur; bornée vers le sud par la terre de feu Hélène Louise C. French et Andrew F. Gault, et en front vers l'ouest par la rue Principale, en la dite ville, à l'est par la propriété d'un nommé George Noël, et au nord par une autre lisière du dit lot à bâtir, appartenant au dit George Noël.

Pour être vendues au bureau du registraire, pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, en la dite ville de Richmond, le VINGT-UNIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juin prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 14 mars 1887. [Première publication, 19 mars 1887.]

Shérif. 1005 3

Railway Company across said land, as said parcel of land is and extends—with the dwelling house barn and store house thereon erected.

Secondly.—A portion of the lot number nineteen, in the second range of the said township of Melbourne, being an emplacement of one quarter of an acre in superficies, more or less, off of the extreme north east corner of said lot, of a triangular form; bounded in front towards the north east by the Queen's highway, on the south east side by the piece of land firstly above described, and on the south west by the said railway track—with the dwelling house and carriage house thereon erected.

**Property of minors Ledoux.**

1<sup>o</sup> Part of lot number sixteen, in the fourteenth range of lots in the township of Cleveland, and known as a strip of land forty eight feet english measure in width, to be taken from off the northerly side of lot number one, on a certain ground plan of lots, in the town of Richmond, said strip of land running back eighty feet, said measure, more or less; bounded in front towards the west by the Queen's highway (Main street), in rear by part of said lot number one, heretofore sold to the late John McKenty, jr., on the north side by lot number two, owned by W. E. Jones, and on the other side to the south by part of said lot number one, owned by Mary A. C. Dillon.

2<sup>o</sup> Part of lot number sixteen, in the fourteenth range of said township of Cleveland, and being a strip of land six feet in width; bounded towards the south by land of the late Helene Louise C. French and Andrew F. Gault, and in front towards the west by Main street, in said town, on the east by the property of one George Noel, and on the north by another strip of said building lot, belonging to said George Noel.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in said town of Richmond, on the TWENTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of June next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 14th March, 1887. [First published, 19th March, 1887.]

Sheriff. 1006

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

De la Cour Supérieure - District de Montréal.

Saint-François, à savoir: } LE CREDIT FON-

No. 1764. } LIER FRANCO-

CANADIEN, corps incorporé et dûment constitué suivant la loi, ayant son principal bureau et place d'affaires en les cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de JOHN McLEOD, du canton de Winslow, en le district de Saint-François, cultivateur, Défendeur, à savoir:

1. La moitié nord-ouest du lot numéro dix-sept, dans le quatrième rang, ouest sud-est, du dit canton de Winslow, contenant qua. ante-cinq acres de terre.

2. La moitié nord-ouest du lot numéro dix-huit, dans le quatrième rang ouest sud-est, du dit canton de Winslow, contenant quarante-deux acres de terre.

3. Le lot numéro dix-neuf, dans le quatrième rang ouest sud-est du dit canton de Winslow, contenant soixante et huit acres de terre—avec les améliorations faites sur les dits morceaux de terre.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Compton, en le village de Cookshire, en le dit district de Saint-François, le VINGTIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

From the Superior Court—District of Montréal.

Saint Francis, to wit: } THE CREDIT FON-

No. 1764. } LIER FRANCO-

CANADIEN, a body corporate duly constituted according to law, having its principal office and place of business in the city and district of Montréal, Plaintiffs; against the lands and tenements of JOHN McLEOD, of the township of Winslow, in the district of Saint Francis, farmer, Defendant, to wit:

1. The north west half of the lot number seventeen, in the fourth range, west south east, of the said township of Winslow, containing forty five acres of land.

2. The north west half of the lot number eighteen, in the fourth range west south east, of the said township of Winslow, containing forty two acres of land.

3. The lot number nineteen, in the fourth range, west south east of the said township of Winslow, containing sixty eight acres of land—with the improvements on the said parcels of land.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in the said district of Saint Francis, on the TWENTIETH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said

dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de mai prochain.

Bureau du Shérif,  
Sherbrooke, 14 mars 1887.  
[Première publication, 19 mars 1887.]

G. F. BOWEN,

Shérif.  
1013 3

writ returnable on the twenty fifth day of May next.

Sheriff's Office,  
Sherbrooke, 14th March, 1887.  
[First published, 19th March, 1887.]

G. F. BOWEN,

Sheriff.  
1014

## Ventes par le Shérif-St. Hyacinthe

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure—Montréal.*

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **RICHARD WOLFF**,  
No. 1820. } **R** de la cité et du district de Montréal, et **FREDERICK ALBERT MAY**, de Londres, Angleterre, Grande Bretagne, tous deux commerçants en société, faisant affaires comme tels, à Montréal, district de Montréal, sous les nom et raison de "Thomas May & Co." Demandeurs; contre **ANTOINE BARSALOU**, de Marieville, comté de Rouville, district de Saint-Hyacinthe, commerçant, faisant affaires sous les nom et raison de **F. Barsalou & Cie.**, et **J. V. LABONTE**, du dit lieu de Marieville, aussi commerçant, Défendeurs, à savoir :

Comme appartenant au défendeur **J. V. Labonté**.

1. Un emplacement situé à Marieville, étant partie du numéro soixante et deux (62), du plan et livre de renvoi officiels du village de Marieville; tenant devant à la rue du Pont, derrière et d'un côté à **Felix V. Labonté**, et d'autre côté à **Edmond Lemieux**—avec une maison en briques et autres dépendances dessus érigées.

2. Un emplacement situé au même lieu, étant partie des numéros soixante-quatre et soixante et cinq (64 et 65), du plan et livre de renvoi officiels du dit village de Marieville; tenant en front la rue du Pont, en profondeur **Dame veuve L. E. P. Laberge**, d'un côté partie à **Mde Laberge** et partie à **A. Girard**, et de l'autre côté au ruisseau Saint-Louis avec un hangard, une étable, une balance et autres dépendances dessus érigées.

3. Un emplacement situé au village de Saint-Césaire, étant le numéro soixante-quatorze (74), du plan et livre de renvoi officiels du dit village de Saint-Césaire—avec une maison et autres dépendances dessus érigées.

4. Une terre située en la paroisse de Saint-Césaire, étant le numéro cent huit (108), du plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec une maison et autres bâtisses y érigées; la dite terre comprend quarante-sept arpents en superficie.

Pour être vendus les deux immeubles en premier et deuxième lieu décrits, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, au village de Marieville, le VINGTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant midi; et les immeubles en troisième et quatrième lieu décrits, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Césaire, le dit jour VINGT MAI prochain, à

## Sheriff's Sales. - St. Hyacinthe.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court—Montréal.*

Saint-Hyacinthe, to wit : } **RICHARD WOLFF**,  
No. 1820. } **R** of the city and district of Montréal, and **FREDERICK ALBERT MAY**, of London, in England, Great Britain, both traders and co-partners, carrying on business together in co-partnership, at Montréal, district of Montréal, under the name and style of "Thomas May & Co." Plaintiffs; against **ANTOINE BARSALOU**, of Marieville, county of Rouville, district of Saint-Hyacinthe, trader, carrying on business there under the style, name and firm of "F. Barsalou & Cie.," and **J. V. LABONTE**, of the said place of Marieville, also trader, Defendants, to wit :

As belonging to defendant **J. V. Labonté**.

1. An emplacement situate in Marieville, being part of the number sixty two (62), of the official plan and book of reference of the village of Marieville; bounded in front by the street of Du Pont, in rear and on one side to **Felix V. Labonté**, and on the other side to **Edmond Lemieux**—with a brick house and others buildings thereon erected.

2. An emplacement situate at the same place, being part of the numbers sixty four and sixty five (64 and 65), of the official plan and book of reference of the said village of Marieville; bounded in front by the street Du Pont, in depth to **Dame widow L. E. P. Laberge**, on one side partly to **Mde. Laberge** and partly to **A. Girard**, and on the other side to the "Ruisseau Saint-Louis"—with a shed, a stable, a scales and others buildings thereon erected.

3. An emplacement situate in the village of Saint-Césaire, being the number seventy four (74), of the official plan and book of reference of the said village of Saint-Césaire—with a house and others buildings thereon erected.

4. A land situate in the parish of Saint-Césaire, being the number one hundred and eight (108), of the official plan and book of reference of the said parish—with a house and others buildings thereon erected; the said land contains forty seven arpents in superficies.

To be sold the two immoveables first and secondly described, at the church door of the parish of Sainte-Marie de Monnoir, in the village of Marieville, on the TWENTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon; and the immoveables thirdly and fourthly described, at the church door of the parish of Saint-Césaire, the said TWENTIETH day of MAY next, at TWO

DEUX heures de l'après-midi. Bref rapportable le vingt-cinquième jour de mai 1887.

Bureau du Shérif,  
Saint-Hyacinthe, 12 mars 1887.  
[Première publication, 19 mars 1887.]

L. S. ADAM,

Shérif.

989 3

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—Saint-Hyacinthe.*

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **ROBERT BENNY,**  
No. 321. } marchand, des  
cité et district de Montréal, Demandeur ; contre  
**IGNACE ROIREAU** dit **LALIBERTE**, père, de la  
paroisse de Sainte-Rosalie, district de Saint-Hyacinthe, Défendeur ; et **Gustave Beauregard**, étudiant en droit, de la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, Curateur nommé au délaissement fait par le défendeur, à savoir :

La totalité du lot maintenant connu et désigné aux cadastres et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-André d'Acton, sous le numéro deux cent soixante et cinq, et un terrain comprenant un arpent de largeur du lot numéro deux cent soixante-quatre, sur toute la profondeur du dit lot, et la dite lisière de terre contigue au lot numéro deux cent soixante-cinq, et située aussi dans la paroisse de Saint-André d'Acton.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Bagot, à Saint-Liboire, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le trentième jour de mai 1887.

Bureau du Shérif,  
Saint-Hyacinthe, 16 mars 1887.  
[Première publication, 19 mars 1887.]

N. J. CHAPUT,

Député Shérif.

1041 3

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—Rouville.*

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **CESAIRE PEPIN,**  
No. 3716. } notaire, de la  
paroisse de Saint-Césaire, Demandeur ; contre  
**VICTOR LANGELLIER** et **ALPHONSE LANGELLIER**, tous deux selliers, de la paroisse de Saint-Césaire, dans les dits comté et district, et y faisant affaires en société sous la raison sociale de "V. Langellier & Cie.," Défendeurs, à savoir :

Comme appartenant au défendeur **Alphonse Langellier**.  
Un terrain sis et situé au village de Saint-Césaire, de la contenance de cinquante pieds de largeur sur cent pieds de longueur, mesure anglaise, plus ou moins, faisant partie du numéro trente-neuf (39), des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Césaire ; borné en front par la rue Saint-George, en profondeur par une partie du lot numéro trente-neuf, appartenant à **George Préfontaine** ou représentants, d'un côté au sud au terrain appartenant à un nommé **Chamberland**, et d'autre côté au nord en partie par le lot numéro quarante-deux, et en partie au terrain de **Pierre Ledoux**—avec les bâtisses.

A la charge de payer une rente constituée de douze piastres par année, à **Messire Joseph André Provençal**, curé de Saint-Césaire, suivant acte passé devant **Mtre. G. A. Gigault**, notaire, le deux novembre mil huit cent quatre-vingt-deux.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Césaire, le VINGT-UNIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt-septième jour de juin 1887.

Bureau du Shérif,  
Saint-Hyacinthe, 12 avril 1887.  
[Première publication, 16 avril 1887.]

N. J. CHAPUT,

Député Shérif.

1383 2

o'clock in the afternoon. Writ returnable on the twenty fifth day of May, 1887.

Sheriff's Office,  
Saint Hyacinthe, 12th March, 1887.  
[First published, 19th March, 1887.]

L. S. ADAM,

Sheriff.

990

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—Saint-Hyacinthe.*

Saint Hyacinthe, to wit : } **ROBERT BENNY,**  
No. 321. } merchant, of the  
city and district of Montreal, Plaintiff ; against  
**IGNACE ROIREAU** dit **LALIBERTE**, senior, of  
the parish of Sainte Rosalie, district of Saint  
Hyacinthe, Defendant ; and **Gustave Beauregard**,  
student of law, of the city of Saint Hyacinthe,  
district of Saint Hyacinthe Curateur nommé au  
délaissement fait par le défendeur, to wit :

The totality of the lot now known and design to the official plan and book of reference for the parish of Saint André d'Acton, under the number two hundred and sixty five, and one lot of land containing one arpent in width of the lot number two hundred and sixty four, on the whole depth of the said lot, and the said lisière of land contiguous to lot number two hundred and sixty five, and also situate in the parish of Saint André d'Acton.

To be sold at the registry office of the county of Bagot, at Saint Liboire, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the thirtieth day of May, 1887.

Sheriff's Office,  
Saint Hyacinthe, 16th March, 1887.  
[First published, 19th March, 1887.]

N. J. CHAPUT,

Deputy Sheriff.

10 2

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—Rouville.*

Saint Hyacinthe, to wit : } **CESAIRE PEPIN,**  
No. 3716. } notary, of the parish  
of Saint Césaire, Plaintiff ; against **VICTOR LANGELLIER** and **ALPHONSE LANGELLIER**, both  
saddlers, of the parish of Saint Césaire, in the  
said county and district, and there doing business  
in partnership under the name and firm of  
"V. Langellier & Cie.," Defendants, to wit :

As belonging to defendant **Alphonse Langellier**.  
A lot of land situate in the village of Saint Césaire, containing fifty feet width on one hundred feet length, english measure, more or less, being a part of the number thirty nine (39), of the official plan and book of reference of the village of Saint Césaire ; bounded in front by Saint George street, in depth by a part of the lot number thirty nine, belonging to **George Préfontaine** or representatives, on the south side to lot of land belonging to a named **Chamberland**, and on the north side partly by the lot number forty two, and partly to lot of land of **Pierre Ledoux**—with the buildings.

Subject to the charge of paying a rente constituée of twelve dollars each year, to **Messire Joseph André Provençal**, curé of Saint Césaire, as mentioned in a deed passed by **Mtre. G. A. Gigault**, notary, on the second day of November, one thousand eight hundred and eighty two.

To be sold at the church door of the parish of Saint Césaire, on the TWENTY FIRST day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the twenty seventh day of June, 1887.

Sheriff's Office,  
Saint Hyacinthe, 12th April 1887.  
[First published, 16th April, 1887.]

N. J. CHAPUT,

Deputy Sheriff.

1384

## Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Montréal, } JAMES ROSS *et al.*,  
à savoir: No. 1389. } Demandeurs; contre  
JOSEPH MARINIER, fils, Défendeur; et Mes-  
sieurs Cocke & Brocke, avocats, distrayants.

Un emplacement situé dans le township de Arundel, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, faisant partie du lot numéro vingt et un, dans le troisième rang du dit township—avec une maison à deux étages dessus construites et autres bâties; borné devant par le chemin de la Reine, derrière par le terrain de William Stainforth ainsi que des deux côtés.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, district de Terrebonne, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juin prochain 1887.

Z. ROUSSILLE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte Scholastique, 12 avril 1887. 1385 2  
[Première publication, 16 avril 1887.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure pour le Bas-Canada.*

District de Montréal, } JAMES ROSS *ET AL.*,  
à savoir: No. 926. } Demandeurs; contre  
JEAN-BAPTISTE OUELLET, Défendeur.

Un emplacement situé dans la Côte Saint-Augustin, de la paroisse de Saint-Augustin, au village, dans le district de Terrebonne, connue et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Augustin, sous le numéro deux cent six (206)—avec magasin, maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Augustin, le VINGTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt et unième jour de mai prochain 1887.

Z. ROUSSILLE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 14 mars 1887. 1023 3  
[Première publication, 19 mars 1887.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-

## Sheriff's Sales—Terrebonne

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler afin de distraire afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the said Writ.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.*

District of Montreal, } JAMES ROSS *et al.*,  
to wit: No. 1389. } Plaintiffs; against  
JOSEPH MARINIER, junior, Defendant; and  
Messrs. Cook & Brooke, advocates, *Distrayants*.

An emplacement situated in the township of Arundel, county of Argenteuil, district of Terrebonne, forming part of the lot number twenty one, in the third range of the said township—with a two story house and other buildings constructed thereon; bounded in front by the Queen's highway, and on the rear as well as on the two sides by the property of William Stainforth.

To be sold at the registration office of the county of Argenteuil, in the town of Lachute, district of Terrebonne, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of June next, 1887.

Z. ROUSSILLE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sainte Scholastique, 12th April, 1887. 1386  
[First published, 16th April, 1887.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court for Lower Canada.*

District of Montreal, } JAMES ROSS *ET AL.*,  
to wit: No. 926. } Plaintiffs; against  
JEAN BAPTISTE OUELLET, Defendant.

An emplacement situate in Côte Saint-Augustin, of the parish of Saint-Augustin, in the village, in the district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Augustin, under number two hundred and six (206)—with shop, house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Augustin, on the TWENTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty first day of May next, 1887.

Z. ROUSSILLE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sainte Scholastique, 14th March, 1887. 1024  
[First published, 19th March, 1887.]

## Sheriff's Sales—Three Rivers.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make

Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze ours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Jref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } **EXILIA BERGERON**, Demanderesse; contre **DAVID DESILETS**, Défendeur.  
No 561.

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le quatorzième rang de l'augmentation du canton d'Aston, contenant trois arpents de front sur vingt-six arpents de profondeur, plus ou moins; borné par devant par le chemin du quatorzième rang, en profondeur à la ligne qui sépare le canton d'Aston de l'augmentation du canton de Bulstrode; du côté nord-est par Honoré Desilets, du côté sud-ouest par Henri Houde—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Ce lot de terre est connu et désigné comme faisant partie du côté sud-ouest du lot numéro cent six (106), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Sainte-Eulalie.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Eulalie, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de juillet prochain.

**CHARLES DUMOULIN**,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 11 mai 1887. 1707  
[Première publication, 14 mai 1887.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } **MARGUERITE BAPTIST**, Demanderesse; contre **JAMES PURVIS McDOUGALL**, Défendeur, *ès-qualité*.  
No. 579.

Comme appartenant au dit défendeur, *ès-qualité*.

Une terre située en la paroisse de Saint-Maurice, dans le rang vulgairement appelé "Rang des Chenaux," connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Maurice, par le numéro cinq cent vingt-six (526)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maurice, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour de juin prochain.

**CHARLES DUMOULIN**,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 16 mars 1887. 1053 3  
[Première publication, 19 mars 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } **ELZEAR ROBERGE**, Demandeur; contre **PIERRE RICARD**, Défendeur.  
No. 24.

Une terre située en la paroisse de Saint-Stanislas, dans le rang des Chûtes, côté nord de la rivière des Chûtes, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Stanislas, par le numéro cinq cent quatre-vingt (580)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la

them known according to law. All oppositions *an d'annuler, afin de distraire, ann de charge, or* other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceeding the day of sale; oppositions *afis de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } **EXILIA BERGERON**, Plaintiff; against **DAVID DESILETS**, Defendant.  
No. 561.

A lot of land situate and lying in the parish of Sainte Eulalie, in the fourteenth range of the gore of the township of Aston, containing three arpents of frontage by twenty six arpents in depth, more or less; bounded in front by the road of the fourteenth range, in depth by the line which separates the township of Aston from the gore of the township of Bulstrode, on the north east side by Honoré Desilets, on the south west side by Henri Houde—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies. This lot of land is known and designated as forming part of the south west side of the lot number one hundred and six (106), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte Eulalie.

To be sold at the door of the parish church of Sainte Eulalie, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty eighth day of July next.

**CHARLES DUMOULIN**,

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 11th May, 1887. 1708  
[First published, 14th May, 1887.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } **MARGUERITE BAPTIST**, Plaintiff; against **JAMES PURVIS McDOUGALL**, Defendant, *ès-qualité*.  
No. 579.

As belonging to the said defendant *ès-qualité*.

A land situate in the parish of Saint Maurice, in the range commonly called "Rang des Chenaux," known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadaster of the county of Champlain, for the said parish of Saint Maurice, by number five hundred and twenty six (526)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Maurice, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of June next.

**CHARLES DUMOULIN**,

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 16th March, 1887. 1054  
[First published, 19th March, 1887.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } **ELZEAR ROBERGE**, Plaintiff; against **PIERRE RICARD**, Defendant.  
No. 24.

A land situate in the parish of Saint Stanislas, in the range of the Falls *Des Chûtes*, on the north side of the *Rivière des Ohûtes*, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadaster of the county of Champlain, for the said parish of Saint Stanislas, by number five hundred and eighty (580)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de Saint-Stanislas, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente et unieme jour de mai prochain.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 16 mars 1887. 1051 3  
[Première publication, 19 mars 1887.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Québec.*

Trois-Rivières, à savoir : } LE CREDIT FON-  
No. 1535. } CIER FRANCO-  
CANADIEN, corps politique et incorpore ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, et un bureau d'affaires en la cité de Québec, Demandeur; contre GEORGE HAMELIN, Défendeur.

1. Une terre située dans la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, dans le premier rang, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, par le numéro cinq cent trente et un (31)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Une autre terre située en la paroisse de Saint-Prosper, dans le premier rang Saint-Charles, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Prosper, par le numéro quatre cent cinquante-sept (457).

3. Une autre terre située en la paroisse de Saint-Prosper, dans le premier rang Saint-Edouard, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Prosper, par le numéro quarante trois (43).

Pour être vendues le numéro un, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin; et les numéros deux et trois, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper, le MEME JOUR, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 16 mars 1887. 1040 3  
[Première publication, 19 mars 1887.]

**CHEMIN DE FER DU GRAND TRONC DU CANADA.**

*Vente de bagage et effets non-réclamés.*

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la sous-section 4, de la section 16, de l'acte des chemins de fer, il sera vendu par encaissement public, aux magasins, coin de la rue Wellington et Colborne, dans la cité de Montréal, LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN 1887, à DIX heures de l'avant-midi, tous les effets qui sont demeurés en la possession de la compagnie du chemin de fer Grand Tronc, pendant 12 mois, lesquels n'ont pas été réclamés. Les produits de cette vente devant être employés suivant la loi.

Toutes personnes désirant faire valoir aucune réclamation sur des effets destinés à être vendus sont requises de notifier par écrit, l'agent de fret avant la date fixée pour la vente, et peuvent en s'adressant à lui, examiner les dits effets pendant les heures d'affaires.

T. TANDY,  
Freight agent.

WILLIAM H. ARNTON,  
Auctioneer.  
Bureau de la Compagnie du Chemin de fer du Grand Tronc.  
Montréal, 11 mai 1887. 1731

Saint Stanislas, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of May next.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 16th March, 1887. 1052  
[First published, 19th March, 1887.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Québec.*

Three Rivers, to wit : } LE CRÉDIT FONCIER  
No. 1535. } FRANCO-CANA-  
DIEN, a body politic and corporate having its chief business office in the city of Montreal, and a business office in the city of Québec, Plaintiff; against GEORGE HAMELIN, Defendant.

1. A land situate in the parish of Sainte Anne de la Pérade, in the first range, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Sainte Anne de la Pérade, by number five hundred and thirty one (531)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. An other land situate in the parish of Saint Prosper, in the first range of Saint Charles, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadaster of the county of Champlain, for the said parish of Saint Prosper, by number four hundred and fifty seven (457).

3. An other land situate in the parish of Saint Prosper, in the first range of Saint Edouard, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadaster of the county of Champlain, for the said parish of Saint Prosper, by number forty three (43).

To be sold, number one, at the church door of the parish of Sainte Anne de la Pérade, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon; and numbers two and three, at the church door of the parish of Saint Prosper, the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the first day of June next.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 16th March, 1887. 1050  
[First published, 19th March, 1887.]

**GRAND TRUNK RAILWAY COMPANY OF CANADA.**

*Sale of unclaimed baggage and freight.*

Public notice is hereby given that in pursuance of sub-section 4, of section 16, of the Railway Act, there will be sold by public auction, at the stores, corner Wellington and Colborne streets, in the city of Montreal, on MONDAY, the TWENTY SEVENTH day of JUNE, 1887, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, all goods which have remained unclaimed in the possession of the Grand Trunk Railway Company, for the space of twelve months. The proceeds of such sale to be dealt with according to law.

All persons wishing to establish any claim to any goods so destined to be sold, are required to notify the freight agent, in writing prior to the date fixed for the sale, and may upon application to him inspect such goods during business hours.

T. TANDY,  
Freight agent.

WILLIAM H. ARNTON,  
Auctioneer.  
Office of the Grand Trunk Railway Company,  
Montreal, 11th May, 1887. 1732

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN. CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY.

(DIVISION EST DE PORT ARTHUR.)

(LINES EAST OF PORT ARTHUR.)

*Vente de bagage et effets non réclamés.*

*Sale of unclaimed Baggage and Freight.*

Avis est par le présent donné, qu'en vertu de la sous-section 4, de la section 16, de l'acte des chemins de fer, il sera vendu par encan public, au dépôt de la compagnie, en la cité de Montréal, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de JUILLET 1887, à DIX heures de l'avant-midi, tous les effets qui sont demeurés en la possession de la Compagnie du Chemin de Fer Pacifique Canadien, pendant l'espace de 12 mois, lesquels n'ont pas été réclamés. Les produits de cette vente devant être employés suivant la loi.

Public notice is hereby given that in pursuance of sub-section 4, of section 16, of the Railway Act, there will be sold by public auction, at the company depot in the city of Montreal, on TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of JUNE, 1887, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, all goods which have remained unclaimed in the possession of the Canadian Pacific Railway Company, for the space of twelve months. The proceeds of such sale to be dealt with according to law.

Toutes personnes désirant faire valoir aucune réclamation sur des effets destinés à être vendus sont requises de notifier, par écrit M. J. F. Mundle, agent de fret, au dépôt du Carré Dalhousie, avant la date fixée pour la vente, et peuvent en s'adressant à lui examiner les dits effets pendant les heures d'affaires.

All persons wishing to establish any claim to any goods so destined to be sold, are required to notify Mr. J. F. Mundle, freight agent, at Dalhousie Square Depot, in writing, prior to the date fixed for the sale, and may upon application to him, inspect such goods during business hours.

C. DRINKWATER,  
Secrétaire.

C. DRINKWATER,  
Secretary.

WILLIAM H. ARNTON,  
Auctioneer.  
Bureau de la Compagnie du Chemin de Fer du Pacifique Canadien.  
Montréal, 11 mai, 1887. 1729

WILLIAM H. ARNTON,  
Auctioneer.  
Office of the Canadian Pacific Railway Company.  
Montreal, 11th May, 1887. 1730

INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 19

INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 19.

ANNONCES NOUVELLES.

NEW ADVERTISEMENTS.

	Pages.
<b>ANNEXION DE MUNICIPALITE :</b>	
Annexer à Sainte-Agathe No. 2, partie de Sainte-Anastasia de Nelson.....	967
<b>CHEMIN de Fer du Pacifique Canadien,</b> vente de bagage et effets non réclamés.	1005
<b>CHEMIN de Fer du Grand Tronc du Canada,</b> vente de bagage et effets non-réclamés.	1004
<b>ELECTION CONTESTÉE :</b>	
MM. Audet.....	972
Greenshields.....	972
Ives.....	973
<b>EXPROPRIATION :</b>	
Cité de Montréal vs. Coyle indemnitare.	978
<b>FAILLIS :</b>	
<i>Cession :</i>	
Lavigueur.....	977
<i>Dividende :</i>	
Cadotte.....	976
Dme Dubeau.....	977
Dme Vaine.....	977
Pilote.....	976
<i>Nomination de curateur :</i>	
Benoit.....	977
Paradis.....	976
Spinelli.....	976
<b>LETTRES PATENTES, DEMANDE DE :</b>	
Manse Building Association of Henry's Church, Lachute.....	973
<b>MUNICIPALITE :</b> Publication dans une seule langue, demande de :	
Sainte-Anne de Bellevue.....	966
Saint-Constant.....	967

	Pages.
<b>APPOINTMENTS :</b>	
<i>Justice of the peace :</i>	
H. B. M. Carvick.....	965
<b>CANADIAN Pacific Railway Company, sale</b> of unclaimed baggage and freight.....	1005
<b>CONTROVERTED ELECTION :</b>	
Messrs. Audet.....	972
Greenshields.....	972
Ives.....	973
<b>CROWN LANDS</b>	
<i>Notice of cancellation, &amp;c.</i>	
Bagot.....	968
Coron.....	968
Chicoutimi.....	968
Delisle.....	968
Ditchfield.....	967
Labarre.....	968
Mesy.....	968
Simard.....	968
Tremblay.....	968
<b>EXPROPRIATION :</b>	
City of Montreal vs. Coyle, indemnitare	978
<b>GRAND Trunk Railway Company of Canada,</b> sale of unclaimed baggage and freight...	1004
<b>INSOLVENTS :</b>	
<i>Appointment of curator :</i>	
Benoit.....	977
Paradis.....	976
Spinelli.....	976
<i>Assignment :</i>	
Lavigueur.....	977

## NOMINATIONS :

*Juges de Paix :*

Isle d'Anticosti, H. B. M. Carvick. .... 965

## North Shore Railway Co. :

Assemblée des actionnaires. .... 974

## PROCLAMATION :

Jubilé de la Reine..... 965

## SEPARATION DE BIENS :

Dme Dufour vs. Dagenais ..... 974

## TERRES DE LA COURONNE :

*Avis de cancellation, etc.*

Bagot..... 968

Caron..... 968

Chicoutimi..... 968

Delisle..... 968

Ditchfield..... 967

Labarre..... 968

Mesy..... 968

Simard..... 968

Tremblay..... 968

## VENTE, FAILLITE :

Gingras &amp; Cie..... 992

## VENTES PAR LES SHERIFFS :

## ARTHABASKA :

Syndics de St-Medard de Warwick vs.  
Poisson..... 981

## BEDFORD :

O'Halloran vs. Propriétaire Inconnu. 984

## IBERVILLE :

Macdonald vs. Esinhart ..... 985

## QUEBEC :

Corporation de Lévis vs. Hallé ..... 992

Côté vs. Caya..... 992

Plamondon vs. Richard ..... 993

Sansfaçon vs. Dme Poulin..... 993

## SAGUENAY :

Carré vs. Bilodeau..... 996

## TROIS-RIVIÈRES :

Dlle Bergeron vs. Désilets..... 1003

1727

*Dividend :*

Cadotte..... 976

Dme Dubeau..... 977

Dme Vaine..... 977

Pilotte..... 976

## LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :

Manse Building Association of Henry's  
Church, Lachute..... 973

## MUNICIPALITY ANNEXED :

Annex to Sainte Agathe No. 2, part of  
Saint Stanislas de Nelson..... 967MUNICIPALITY :—Publication in one language,  
application for :

Sainte Anne de Bellevue..... 966

Saint Constant..... 967

## North Shore Railway Co. :

Meeting of Shareholders..... 974

## PROCLAMATION :

Jubilee of the Queen..... 965

## SALES IN INSOLVENCY :

Gingras &amp; Co..... 992

## SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Dufour vs. Dagenais..... 974

## SHERIFF'S SALES :

## ARTHABASKA :

Trustees of St-Medard of Warwick vs.  
Poisson..... 981

## BEDFORD :

O'Halloran vs. Unknown Proprietor... 984

## IBERVILLE :

Macdonald vs. Esinhart..... 985

## QUEBEC :

Corporation of Lévis vs. Hallé ..... 992

Côté vs. Caya..... 992

Plamondon vs. Richard..... 993

Sansfaçon vs. Dme Poulin..... 993

## SAGUENAY :

Carré vs. Bilodeau..... 996

## THREE RIVERS :

Dlle Bergeron vs. Désilets..... 1003

1828